



Le Rapport Afrique
2022



Remerciements

Le travail de BirdLife International dans le cadre du Partenariat pour l'Afrique est rendu possible grâce à le soutien des donateurs, y compris les gouvernements, les fondations, les autres ONG, notamment BirdLife Partners, entreprises et particuliers. De nombreux autres donateurs ont directement a soutenu le travail décrit dans ce rapport grâce aux fonds fournis à BirdLife Partenaires. Au nom du partenariat BirdLife Africa, nous souhaitons remercier tous les les donateurs qui continuent à rendre ce travail possible, y compris:

DONATEURS:

A.G. Leventis Foundation | BAND Foundation | Biodiversity and Protected Area Management Programme (BIOPAMA) | Cambridge Conservation Initiative Collaborative Fund for Conservation Critical Ecosystem Partnership Fund (CEPF) | Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO) / French Fund for the Environment (FFEM) Fund | French Government, Agence Française de Développement (AFD) | German Government, Federal Ministry for Environment, Nature Conservation and Nuclear Safety International Climate Initiative Global Environment Facility (GEF) | European Union | Hempel Foundation | LIFE Programme | Pamela and Neville Isdell and Cara Isdell-Lee | The Isdell Family Foundation | IUCN Save Our Species | MAVA, Fondation Pour La Nature NABU - Naturschutzbund Deutschland | Prince Albert II of Monaco Foundation The Alstom Foundation | Rainforest Trust | Royal Society for the Protection of Birds (RSPB) | Ricoh | Government of the United Kingdom, Darwin Initiative | United States Fish and Wildlife Service | Vogelbescherming Nederland | The Waterloo Foundation | TerraFund for AFR100

CONTRIBUTIONS DES:

Abdul Dumbuya | Adama Sidibe | Ahmed Diame | Alex Ngari | Andrew Mbenjile Blessings Chingagwe | Brian Abong | Cheikh Bamba Ndao | Christina Hagen | Christian Morais | Clara Mallah | Claudia Fletrup-Azafzaf | Djibril Diallo | Edward Kamugisha Geoffroy Citegetse | Idrissa Zeba | Jacob Tukai | Jean-Baptiste Deffontaines | John Mwacharo Joseph Bizimungu | Julia Pierini | Khadija Bourass | Keider Neves | Ken Mwathe | Liz Mwambui | Lovelater Sebele | Mami Rasamoelina | Mamadou Diawara | Mamadou Ndiaye | Mpho Williart | Narcisse Tehe | Oladapo Soneye | Tariq Abdalla Tharcisse Ukizintambara | Thierry Runghen | Vania Trovoada | Vony Raminoarisoa

Merci à tous les photographes et à toutes les agences d'images pour l'autorisation de reproduire leurs photographies.

EDITEURS:

Lewis Kihumba & Fleur Ng'weno

PHOTO DE COUVERTURE:

Pingouins adultes dans la réserve naturelle de De Hoop, Afrique du Sud
© Christina Hagen



BirdLife International is the world's largest nature conservation partnership. Together we are 115 BirdLife Partners worldwide – one per country – and growing, with almost 11 million supporters, 7,000 local conservation groups and 7,400 staff.

Find out more at www.birdlife.org/africa

Contenu



7 Points Forts



12 Espèces



25 Sites



32 Systèmes



37 Société

Message de la présidente du CAP



En 2022, le partenariat BirdLife a célébré 100 ans de résultats en matière de conservation dans le monde entier. L'année a témoigné du rôle essentiel que le partenariat a joué dans la conservation de la nature.

Les célébrations du centenaire ont également été l'occasion de lancer la stratégie décennale de BirdLife, qui guidera notre travail de conservation au cours de la prochaine décennie. Avec le déclin de la nature, la perte de biodiversité à un niveau record et le changement climatique, la stratégie constituera une base essentielle pour relever ces défis. Nous avons également accueilli le nouveau membre du groupe BirdLife, Nature Tanzanie, alors que nous continuons à déployer nos ailes à travers l'Afrique.

Enfin, je félicite le Secrétariat de BirdLife Afrique, qui a joué un rôle déterminant dans le soutien apporté aux partenaires africains pour obtenir des résultats probants en matière de conservation sur l'ensemble du continent. Comme l'illustre le Rapport Afrique 2022, le Partenariat BirdLife Afrique est bien placé pour continuer à défendre la protection de la nature au cours de la prochaine décennie.

Julia Pierini
Présidente du Conseil de BirdLife pour le Partenariat avec l'Afrique (CAP)

Message du directeur régional pour l'Afrique



En 2022, le Partenariat BirdLife Afrique a fait de grands progrès au niveau national et sur la scène mondiale. Voici quelques points forts : contribution à l'intégration de la conservation et du suivi de la biodiversité dans l'initiative de la Grande Muraille Verte (GMV) au Sahel ; conclusion des projets très réussis de conservation des oiseaux de mer et du milieu marin en Afrique de l'Ouest, financés par la Fondation MAVIA ; restauration des forêts dans de nombreux pays ; renforcement de l'implication des partenaires de BirdLife Africa dans les politiques au niveau national, ainsi que plaidoyer uni contre la destruction de la nature dans des lieux importants pour les oiseaux et les populations ; et extension des zones couvertes par les zones de sécurité pour les vautours dans toute l'Afrique australe.

Dans ce rapport, nous présentons le travail du Partenariat BirdLife Afrique en 2022, en soulignant les principales réalisations de l'année écoulée qui illustrent l'approche de BirdLife. Au cours de l'année, le Partenariat BirdLife Africa s'est élargi, accueillant Nature Tanzania en tant que 26ème et plus récent membre du continent. En effet, 2022 a été une véritable source d'inspiration.

Alors que nous célébrons ces réalisations, je profite de l'occasion pour applaudir les partenaires de BirdLife Africa. À nos donateurs et partenaires stratégiques, nous sommes immensément reconnaissants de leur soutien. Enfin, je tiens à exprimer ma profonde gratitude à l'ensemble de notre personnel à travers le continent, dont la diligence et le dévouement ont joué un rôle déterminant dans notre réussite. Alors que nous continuons à travailler à un changement transformationnel pour la nature et les gens, guidés par notre nouvelle Stratégie BirdLife (2023-2032) et le Plan de mise en œuvre régional pour l'Afrique (2023-2027), le Partenariat BirdLife Afrique est prêt à faire la différence au cours de la prochaine décennie.

Dr. Kariuki Ndong'ang'a
Directeur régional, Afrique - BirdLife International

2022 en chiffres

700

Hectares restaurés au Kenya, en Ouganda et en Tanzanie dans le cadre du Programme de Restauration "Milliards d'arbres".

315

Observateurs des pêches ont été formés en Afrique de l'Ouest dans le cadre du travail de réduction des prises accessoires soutenu par la Fondation MAVA dans la région.

9

Partenaires bénéficiant d'un développement des capacités organisationnelles sur la plateforme Hatch en 2022

135,000

Espèces d'arbres indigènes et agroforestiers sont plantés par ABN dans le cadre des efforts de restauration au Burundi.

500

Merles des Seychelles sur cinq îles du pays en 2022

10,000

Personnes seront touchées par le projet de rétablissement fondé sur la nature et de résilience climatique de la NCF dans la réserve forestière de River Kampe dans l'État de Kwara, au Nigeria.

120

Jeunes responsabilisés par la Société pour la conservation de la nature du Liberia (SCNL) dans le cadre de son initiative "Jeunes EcoBrigade".

1,000,000+

Hectares de zones de sécurité pour les vautours en Afrique australe d'ici à la fin de 2022

40

Pêcheurs artisanaux bénéficiant du projet de pêche durable de Biosfera.

500

Membres de cinq groupes communautaires établis par NatureUganda dans le cadre du projet AfriEvolve, qui ont bénéficié d'une formation sur les pratiques agricoles intelligentes face au climat en 2022.

115,000

Arbres plantés par la Wildlife and Environmental Society of Malawi (WESM) dans tout le Malawi en 2022

259,230

Montant des revenus réalisés par 11 Groupes de Soutien aux Sites (SSG) au Kenya à partir d'entreprises basées sur la nature en octobre 2022.



Points Forts



Partenariat BirdLife Afrique lors des célébrations du centenaire de BirdLife © Salisha Chandra

Célébration des 100 ans de BirdLife



BirdLife a célébré ses 100 ans lors de son congrès mondial en septembre 2022 à Cambridge, au Royaume-Uni. Les célébrations comprenaient des réunions régionales de partenariat, le lancement de la première édition des Jeunes Leaders de BirdLife International, une foire de partenariat où les partenaires ont présenté leur travail et un bilan des réalisations de BirdLife entre 2013 et 2022. La conférence "L'avenir de notre planète" a rassemblé des intervenants de divers domaines pour discuter de sujets touchant à la nature, notamment la nature et les affaires, la valeur de la nature, le financement de la nature, la philanthropie, le financement public et au-delà, ainsi que la nature, les arts, la culture et l'éducation.

La réunion du Conseil du Partenariat pour l'Afrique (CAP) de BirdLife faisait partie du Congrès mondial de BirdLife, une session hybride à laquelle participaient les partenaires de BirdLife Afrique, les partenaires de soutien et le personnel du Secrétariat. Les réalisations du Partenariat BirdLife Afrique dans la mise en œuvre du Plan régional 2019-22 ont été reconnues, et le Plan de mise en œuvre régional Afrique 2023-2027 a été présenté et adopté, y compris la confirmation des activités de haut niveau des partenaires et l'exploration des opportunités de financement potentielles pour sa mise en œuvre. D'autres faits marquants ont inclus les réalisations et les plans pour le développement du réseau et des capacités, la présentation des résultats du Système d'Assurance Qualité (SAQ) 2020 et la discussion de la révision du SAQ conformément à la nouvelle stratégie de BirdLife, ainsi que l'élection des membres du Comité régional africain (ARC).



Observateurs des pêches au Sénégal avec des prises accidentelles de tortues de mer © BirdLife

Bilan de l'héritage de la Fondation MAVA en Afrique de l'Ouest

Le projet Conservation des oiseaux migrateurs (CMB) s'est déroulé de 2010 à 2018 et a renforcé les partenaires de BirdLife, notamment Nature Mauritanie, Nature-Communauté-Développement (NCD) au Sénégal, et Organização para o Desenvolvimento das Zonas Húmidas (ODZH) en Guinée-Bissau, qui sont désormais des experts en matière de suivi des oiseaux d'eau et d'éducation à l'environnement dans leurs pays respectifs. Depuis 2013, une approche et des outils communs pour la surveillance des oiseaux d'eau ont été mis en place, permettant l'échange d'informations le long de la voie de migration, informant les conventions régionales et internationales telles que l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie (AEWA), et soutenant la désignation des sites Ramsar.

Le projet CMB a soutenu le développement et la mise en œuvre de plans d'action pour la Spatule blanche ([Platalea leucorodia](#)), la Barge à queue noire ([Limosa limosa](#)), le Flamant nain (*Phoeniconaias minor*) et la Grue couronnée ([Balearica pavonina](#)) dans six pays, ainsi que la recherche de six jeunes diplômés dans le cadre de leurs programmes de maîtrise et de doctorat financés par BirdLife, qui travaillent tous aujourd'hui dans le domaine de la conservation. Outre les efforts considérables de développement des capacités, ce projet a jeté les bases d'une action multipartite à l'échelle du paysage le long de la voie de migration de l'Atlantique Est.

Une note conceptuelle visant à assurer la gestion, la restauration et la préservation d'un réseau de sites critiques pour les oiseaux migrateurs résistant au climat le long de la voie de migration de l'Atlantique Est a été élaborée, en s'appuyant sur l'héritage de la Fondation MAVA et en impliquant tous les acteurs : les gouvernements, les ONG, les organismes multilatéraux et le monde universitaire.

Le plan d'action de la MAVA sur les oiseaux marins côtiers, qui se concentre sur des sites clés recoupant l'approche des itinéraires aériens, a donné lieu à une vaste action de renforcement des capacités, par le biais de masters subventionnés pour sept étudiants locaux, la création d'un programme de master en sciences et technologies marines - le premier du genre en Guinée-Bissau - et des formations, en particulier des formations de formateurs sur des sujets tels que la gestion et le suivi des zones protégées, pour les gestionnaires, les écologistes et d'autres, dont ont bénéficié plus de soixante-quinze professionnels qui font la différence sur le terrain.

L'écotourisme a été promu en tant qu'alternative économique locale - en formant un réseau d'écoguides et en soutenant le développement d'une stratégie régionale d'écotourisme - bien que cela ait été entravé par la pandémie de COVID-19. Le projet a soutenu le suivi - en produisant des données - et a promu des outils de suivi et de surveillance innovants tels que les drones, réduisant ainsi les perturbations lors du comptage. Ces données soutiendront les processus d'examen des zones importantes pour la conservation des oiseaux et de la biodiversité (ZICO) pour le Cabo Verde, la Mauritanie, le Sénégal et la Guinée-Bissau. En outre, des études et des plans ont été élaborés pour soutenir la gestion des sites et la réponse aux menaces telles que l'érosion côtière.

La MAVA a joué un rôle déterminant dans le soutien des travaux d'atténuation des prises accidentelles d'oiseaux de mer dans la région. Les prises accessoires d'oiseaux de mer dans les engins de pêche sont un problème brûlant, car elles tuent des centaines de milliers d'oiseaux adultes et ont un impact direct sur la viabilité des populations d'espèces menacées. L'atténuation a parcouru un long chemin dans la région, en partant de zéro, en se heurtant à la défiance des acteurs et en la remplaçant par une confiance suffisante - de l'opposition à la mise en œuvre, en passant par l'information. Les premières analyses régionales et historiques sur les prises accessoires, la distribution spatio-temporelle des espèces et le chevauchement avec les pêcheries sont désormais achevés.

Pour la première fois en Afrique de l'Ouest, BirdLife et ses partenaires impliqués dans le projet Bycatch ont fait la lumière sur l'étendue et la nature des prises accidentelles d'oiseaux de mer et de tortues marines dans les pêcheries industrielles de la région. Cela a impliqué la collecte de données sur les prises accidentelles en mer avec des observateurs de la pêche bien formés de six des sept pays de la Commission sous-régionale des pêches (CSRP), à l'exception du Cabo Verde. Ce programme de collecte de données, associé à une recherche scientifique innovante, a

été la pierre angulaire du projet sur les prises accessoires, améliorant les connaissances sur les taux et les risques de prises accessoires, les efforts de pêche, la répartition des espèces et les engins de pêche les plus efficaces.

Au total, 315 observateurs de pêche (52 % de l'ensemble de la région) ont été formés et une base de données régionale sur les prises accessoires est opérationnelle. Sept étudiants en master et deux étudiants en doctorat ont bénéficié d'un soutien pour entreprendre des études sur les pêcheries et les prises accessoires d'oiseaux de mer et de tortues marines. Des mesures d'atténuation des prises accessoires sont désormais incluses dans les accords de pêche du Sénégal et du Cabo Verde avec l'Union européenne, et la législation nationale sur la pêche du Sénégal comprend désormais des dispositions relatives à l'atténuation des prises accessoires de tortues de mer pour les pêcheries de thon. Une feuille de route convenue au niveau régional pour traiter la question des prises accessoires est désormais disponible et montre la voie à suivre. Aujourd'hui, BirdLife joue un rôle de leader au sein d'un consortium d'acteurs plus large, composé d'ONG, d'universitaires et de gouvernements, qui s'étend de la pêche commerciale à la pêche artisanale, et qui se concentre sur les oiseaux de mer et les tortues de mer pour s'intéresser à d'autres taxons tels que les requins et les raies.

Le fruit de ces efforts intensifs de sensibilisation comprend cinq manuels : des guides d'identification des oiseaux de mer, des tortues de mer et des requins ; une approche écosystémique de la pêche ; et un manuel sur les capacités d'influence, produit en français, en anglais et en portugais, ainsi que des ateliers de sensibilisation dans cinq pays, des affiches, des articles, des visites d'échange et des foires, entre autres.

La mise en place d'un nouveau programme d'observateurs de la pêche au Cabo Verde est une autre réalisation clé du soutien de la MAVA. Les espèces d'oiseaux de mer ont été suivies, BirdLife ayant déployé plus de 2 000 géolocalisateurs, et les données issues de ce suivi ont servi à l'aménagement de l'espace marin. Le premier plan d'action national pour la conservation des oiseaux de mer au Cap-Vert, qui s'appuie sur des données scientifiques, travaille avec les communautés locales et les utilisateurs et couvre toutes les espèces d'oiseaux de mer présentes dans l'archipel, a été élaboré et se trouve dans la phase finale d'approbation. Le réseau de ZICO terrestres du Cabo Verde a été mis à jour et un nouveau régime juridique pour la protection des espèces, y compris les oiseaux de mer, a été adopté. Plus de 55 assistants de terrain issus d'ONG et d'institutions gouvernementales, provenant de toutes les îles, ont été continuellement formés, suivis et évalués. Plus de 20 de ces professionnels sont actuellement impliqués dans la conservation des oiseaux de mer, et six professionnels ont entrepris et achevé quatre programmes de maîtrise et deux programmes de doctorat.

Pour sensibiliser à l'urgence de créer un mouvement national pour la conservation des oiseaux de mer du Cabo Verde, une campagne de communication massive et réussie a été menée. Cette campagne comprenait l'implication de célèbres habitants du Cabo Verde dans des émissions télévisées, le concours "[vencedor pela natureza](#)" (gagnant pour la nature) diffusé sur la télévision nationale, une série d'émissions radiophoniques de cent quinze épisodes, la diffusion en direct au public du pétrel de Fea pendant sa période de reproduction dans le parc naturel de Fogo, et un défilé de carnaval mettant en vedette tous les oiseaux marins du Cap-Vert lors du célèbre carnaval de Mindelo. Tous ces efforts ont conduit à l'établissement d'un mouvement de conservation composé de conservateurs passionnés travaillant pour un réseau de société civile fort et organisé.

Cet investissement décennal dans la conservation côtière et marine, ainsi que d'autres résultats obtenus par la MAVA, tels que la publication récente de l'"Atlas de la sensibilité écologique et biologique dans les zones côtières et offshore d'Afrique de l'Ouest", qui fournit des lignes directrices pour les bonnes pratiques en matière d'exploration pétrolière et gazière dans l'environnement marin, ou la poursuite des travaux dans le bassin méditerranéen, ont été capitalisés dans la stratégie de conservation marine récemment lancée par BirdLife Africa.

Les attentes sont élevées. BirdLife a obtenu et continue de chercher des ressources pour déployer la stratégie au-delà de la fermeture de la Fondation MAVA en 2022. Ce fut un beau voyage de conservation, et après cette première étape, avec l'expérience et les compétences que nous avons acquises, BirdLife et ses partenaires continueront à faire plus pour promouvoir l'héritage de la MAVA.



Espèces

L'un des piliers de la stratégie de BirdLife est la prévention des extinctions. En 2022, le Partenariat BirdLife en Afrique a continué à prendre des mesures pour stopper le déclin des espèces menacées et maintenir les oiseaux communs grâce à des actions de conservation visant à lutter contre les menaces et à sensibiliser les populations, en plus de la surveillance continue des populations.



Des écoliers mènent la marche de sensibilisation dans le village d'Otse © BirdLife Botswana

Points forts des partenaires

BirdLife Botswana collabore avec BirdLife Zimbabwe et BirdWatch Zambia sur un projet de deux ans et financé par l'Union européenne dans le cadre du programme BIOPAMA pour lutter contre l'empoisonnement de la faune sauvage dans trois zones protégées adjacentes dans les parcs nationaux de Hwange, Kafue et Chobe au Zimbabwe, en Zambie et au Botswana respectivement, dans la zone de conservation transfrontalière de Kavango-Zambezi (KAZA TFCA).

BirdLife Botswana a initié la mise en place d'un comité national sur l'empoisonnement des animaux sauvages, par le biais duquel des protocoles nationaux de réponse à l'empoisonnement des animaux sauvages sont en cours de développement afin d'obtenir une réponse standardisée, coordonnée et rapide à l'empoisonnement ; une base de données nationale sur l'empoisonnement des vautours est en cours de développement pour aider à documenter les incidents d'empoisonnement. Un comité régional de lutte contre l'empoisonnement des vautours a été créé pour impliquer les communautés autour du parc national de Chobe, et cinq équipes de lutte contre l'empoisonnement ont été constituées au niveau des villages pour gérer les incidents d'empoisonnement et la surveillance des vautours. Sept panneaux d'information diffusant des messages contre l'empoisonnement des vautours ont été produits et installés dans des endroits stratégiques autour du parc national de Chobe et dans le système des zones humides de Makgadikgadi.

Dans le cadre de la Journée internationale de sensibilisation aux vautours (IVAD) 2022, BirdLife Botswana, en collaboration avec des parties prenantes telles que le Département de la faune et des parcs nationaux, Éléphants sans frontières et la Réserve naturelle de Moklodi, a organisé une marche de sensibilisation sur le thème "Sauvez nos vautours de l'empoisonnement : Stop à l'utilisation abusive des produits agrochimiques", avec 12 écoles et plus de 400 écoliers participant à la marche. BirdLife Botswana a également participé à un reportage de Voice of America (VOA) sur [les vautours](#) dans le cadre des célébrations.

La science citoyenne est un pilier essentiel du travail de conservation des espèces de BirdLife Botswana. En 2022, BirdLife Botswana a poursuivi son programme de suivi des populations d'oiseaux (BPM), qui se tient chaque année en février et en novembre. Au total, 120 participants ont surveillé 108 transects à travers le pays et au moins 338 espèces d'oiseaux ont été enregistrées lors des comptages. Un poster sur le programme BPM a été présenté au Congrès ornithologique panafricain en novembre 2022.

BirdWatch Zambia a marqué avec succès deux zones de sécurité pour les vautours (VSZ) dans les fermes mixtes de Mwomboshi et d'Amadeus Farms dans le centre de la Zambie dans le cadre du projet de gestion de la biodiversité et des zones protégées (BIOPAMA). Cela porte à neuf le nombre de zones de sécurité pour les vautours (VSZ) dans le pays - 474 700 hectares de VSZ. En juin, BirdWatch Zambia (BWZ), en partenariat avec l'Endangered Wildlife Trust (EWT), a organisé une formation sur l'empoisonnement des animaux sauvages dans le parc national de Kafue. Au total, 40 agents chargés de l'application de la loi sur la faune sauvage ont bénéficié de cette formation, et BWZ a également fourni des kits d'intervention en cas d'empoisonnement.

En 2022, BWZ a étendu le suivi par satellite des vautours africains en collaboration avec Caring 4 Conservation (C4C), Endangered Wildlife Trust (EWT) et Bio-Carbon Partner (BCP). Au total, 20 unités satellites ont été installées avec succès sur 19 vautours à dos blanc ([Gyps africanus](#)) et un vautour à face blanche ([Torgos tracheliotos](#)). Avec le BCP, trois vautours à dos blanc ont été équipés d'unités de suivi. Cette initiative vise à élargir la population de vautours déjà marqués afin de mieux comprendre les mouvements et l'écologie des groupes de vautours dont les mouvements n'ont pas été étudiés de manière approfondie. En 2023, le marquage des vautours sera étendu dans deux zones et répété dans d'autres, en fonction du nombre de balises prises en charge. Une analyse des données sur les déplacements sera menée par le BWZ et diffusée par le biais d'un article scientifique.



Activité "Global Big Day" et "Spring Alive" dans la zone de sécurité des vautours de Kabwe © BirdWatch Zambia



Conférence eBird_Merlin au bureau de BWZ © BirdWatch Zambia

BWZ a poursuivi ses comptages d'oiseaux d'eau dans les Kafue Flats, effectués deux fois par an à Lochinvar et à Blue Lagoon. Dans le cadre de la campagne Spring Alive 2022, BWZ a célébré la Grande journée mondiale de l'ornithologie et la Journée mondiale des migrateurs en faisant participer les jeunes apprenants à des présentations en classe en plus des promenades ornithologiques. Avec le soutien d'Elephant Charge, des dépliants et des affiches ont été distribués et trois guides de poche sur les oiseaux de Zambie ont été distribués. BWZ est également impliqué dans le contrôle d'une espèce de plante exotique envahissante, *Mimosa pigra*, et dans la mise en place d'un suivi à long terme des principales espèces d'oiseaux, en mettant l'accent sur les grues, afin d'améliorer la biodiversité et les moyens de subsistance dans la plaine inondable de Barotste en Zambie. BWZ a mené une enquête de perception en collaboration avec le bureau de Mongu du WWF Zambie. Des points de contrôle prioritaires pour la mauvaise herbe ont été identifiés et 35 travailleurs de terrain ont été recrutés pour éliminer le *Mimosa pigra* dans les plaines inondables.

BWZ organisera des réunions de sensibilisation parmi les membres de la communauté tout en mettant en œuvre des interventions de contrôle.

Au Zimbabwe, les populations de vautours ont considérablement diminué au cours des dernières décennies, en raison de divers facteurs, notamment l’empoisonnement et l’utilisation fondée sur des croyances. BirdLife Zimbabwe (BLZ) est en première ligne pour lutter contre ce déclin. Dans le cadre de son programme de prévention de l’extinction, BLZ a établi des zones de sécurité pour les vautours (VSZ) dans la Save Valley Conservancy, qui s’étend sur plus de 913 000 km² dans le sud-est du Zimbabwe, et une autre VSZ dans l’ouest du Zimbabwe, qui s’étend sur plus de 12 000 hectares dans la Gwayi Environmental Conservation Area (zone de conservation environnementale de Gwayi).

BirdLife Zimbabwe a établi un protocole d’accord avec l’Association nationale des guérisseurs traditionnels du Zimbabwe (ZINATHA), la plus grande association de guérisseurs traditionnels du pays, qui compte plus de 50 000 praticiens. Cet engagement est très utile pour mieux comprendre le commerce des vautours au Zimbabwe et pour identifier des substituts aux parties de vautours.



Pingouins adultes dans la réserve naturelle de De Hoop, Afrique du Sud
© Christina Hagen

Les manchots du Cap (*Spheniscus demersus*), classés dans la catégorie “en danger” sur la liste rouge de l’UICN, subissent une diminution spectaculaire de leur population. La population a diminué de plus de 60 % au cours des 30 dernières années. La cause de cette diminution serait le manque de proies disponibles (sardines et anchois), dû à un changement dans la distribution des poissons et à la concurrence avec l’industrie de la pêche. Les autres menaces comprennent la prédation, le mazoutage, les maladies et la pollution sonore due à l’augmentation du trafic maritime. BirdLife South Africa, CapeNature et la Southern African Foundation for the Conservation of Coastal Birds (SANCCOB)

ont travaillé au rétablissement d’une colonie de manchots dans la réserve naturelle de De Hoop, en Afrique du Sud, afin de permettre aux manchots reproducteurs d’avoir un meilleur accès aux stocks de poissons en mouvement.

En 2022, le projet a franchi une étape importante avec l’éclosion réussie du premier couple de manchots et l’élevage de deux poussins, ce qui donne un nouvel espoir pour l’avenir des manchots africains. Il s’agit d’une première mondiale : c’est la première fois que l’homme aide des manchots africains à établir une nouvelle colonie de reproduction. La colonie de reproduction de manchots africains de Stony Point, à 200 km à l’ouest de De Hoop, a démarré naturellement avec très peu d’oiseaux et est aujourd’hui une colonie de reproduction florissante.

En 2003, un petit nombre de manchots a commencé à se reproduire sur une péninsule située à la limite orientale de la réserve naturelle de De Hoop, peut-être en réponse à la modification de la répartition de leur principale source de nourriture, l’anchois et la sardine. En 2008, on comptait au moins 18 couples reproducteurs et un plus grand nombre de manchots se perchaient sur le site. Malheureusement, la prédation par les caracals a entraîné l’abandon du site par les manchots. En 2015, BirdLife South Africa, en partenariat avec CapeNature, a commencé à étudier la possibilité de rétablir la colonie sur le site. En 2018, une clôture à l’épreuve des prédateurs a été construite, et des leurres pour manchots ainsi qu’un haut-parleur diffusant des cris de manchots ont été installés. Plus de 140 manchots juvéniles, élevés à la main par la SANCCOB à partir d’œufs et de poussins abandonnés, ont été relâchés du site depuis 2021. Ces oiseaux ont été relâchés sur le nouveau site afin de les encourager à revenir se reproduire lorsqu’ils auront atteint leur maturité, dans 3 à 6 ans.

«Ce succès du projet est une étape importante dans la conservation du manchot africain, une espèce menacée, Il a permis de créer un nouvel habitat de reproduction sûr dans une zone où la nourriture est abondante et prouve qu’il est possible d’établir de nouvelles colonies terrestres de manchots du Cap, ce qui n’avait jamais été fait auparavant»

Mark Anderson, directeur général de BirdLife Afrique du Sud

Le Râle à miroir (*Sarothrura ayresi*) figure sur la liste des oiseaux endémiques d'Afrique en danger critique d'extinction. Il est considéré comme l'un des oiseaux d'eau les plus rares et les plus menacés du continent. La population mondiale a été estimée à 250 adultes reproducteurs en 2013. L'Éthiopie et l'Afrique du Sud sont les deux seuls pays où l'on sait que le Râle à miroir se reproduit. L'abondance et la distribution de la population ont probablement diminué au fil des ans en raison de la destruction et de la dégradation des zones humides par diverses activités anthropogéniques telles que l'exploitation minière et l'agriculture.



Râle à miroir, Middelpunt Réserve naturelle © Kyle Lloyd

Peu de choses ont été faites pour conserver l'espèce en Afrique du Sud jusqu'en 1992, lorsqu'un groupe de scientifiques citoyens a formé le Middelpunt Wetland Trust pour sauvegarder le seul site connu où l'oiseau était régulièrement observé. BirdLife South Africa a commencé à administrer le Trust en 2011 et a depuis progressé dans l'étude et la compréhension de l'écologie de cet oiseau cryptique. Le projet est maintenant dans la phase de mise en œuvre des outils de conservation à l'échelle locale par le biais de la recherche appliquée et de la gestion adaptative. Le travail de conservation du Râle à miroir de la BLSA est soutenu par l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie (AEWA) et guidé par le Plan de mise en œuvre du Groupe de travail international sur le Râle à miroir pour 2020-2022.

En 2022, la zone humide de Middelpunt a été déclarée réserve naturelle privée, afin de protéger officiellement le seul site de reproduction confirmé du Râle à miroir, avec plus de 300 lettres de soutien du public et des groupes de parties prenantes. Officiellement déclarée réserve naturelle de Middelpunt en octobre 2022, un plan de gestion est en cours d'élaboration avec l'organisme provincial chargé de la conservation, l'Agence du tourisme et des parcs de Mpumalanga, afin de garantir l'adoption et le maintien des

lignes directrices en matière de bonnes pratiques. En outre, les propriétaires fonciers ont formé une autorité de gestion et conclu un accord de cogestion avec BirdLife South Africa et Middelpunt Wetland Trust.

La liste des zones humides prioritaires pour le râle à miroir, élaborée par BirdLife South Africa, a été mise à jour et distribuée aux parties prenantes du groupe de travail national sur le râle à miroir, coordonné par le ministère sud-africain des forêts, de la pêche et de l'environnement. Cette liste fournit des recommandations aux autorités de gestion sur la manière d'améliorer l'état de conservation des zones humides historiquement ou actuellement habitées par l'espèce.

Des collaborations ont été établies avec des universités pour aider à traiter les grandes quantités de données de surveillance passive et étudier les besoins de l'espèce en matière d'habitat. Le 30e anniversaire de la conservation du Râle à miroir en Afrique du Sud a été célébré par une présentation lors de la première conférence sur les montagnes d'Afrique australe. En reconnaissance de son travail, BirdLife Afrique du Sud a reçu le Prix de la conservation de l'AEWA dans la catégorie institutionnelle pour les réalisations en matière de conservation du Râle à miroir, qui a été décerné lors de la Réunion des Parties (MOP8), en Hongrie, en septembre 2022.

Le partenaire de BirdLife en Sierra Leone, la Conservation Society of Sierra Leone (CSSL), avec le soutien de la Fondation MAVA par le biais du Partenariat régional pour la conservation de la zone côtière et marine (PRCM), a élaboré un livre blanc sur le secteur pétrolier et gazier du pays, avec des recommandations clés pour les actions futures. La Sierra Leone devrait commencer à forer pour trouver du pétrole dans ses eaux offshore dans un avenir proche, et ce forage est susceptible d'avoir des impacts sociaux et environnementaux négatifs, y compris sur la vie marine.



Les tenues de recyclage du pétrole détruisent l'environnement en Sierra Leone © A. K. Dumbuya

Dans le livre blanc, le CSSL a mis en évidence les principaux problèmes affectant l'industrie pétrolière et gazière naissante du pays, y compris les menaces, les défis et les recommandations clés pour les institutions nationales, sur la base des informations recueillies au fil des ans grâce à l'engagement avec les parties prenantes et les communautés côtières. Le CSSL a élaboré et administré des questionnaires aux parties prenantes du secteur pétrolier et gazier, sur les principaux défis auxquels le secteur est confronté et sur la manière dont ils pourraient être minimisés. En septembre 2022, le CSSL a organisé une réunion d'examen et de validation, avant que le rapport ne soit lancé en octobre 2022 et largement distribué aux différentes parties prenantes, y compris les agences gouvernementales telles que l'Agence de protection de l'environnement, les compagnies pétrolières, les médias et la société civile.

Dans le cadre de son programme d'espèces en 2022, le GREPOM/BirdLife Maroc, a enregistré deux couples reproducteurs de Vautours fauves (*Gyps fulvus*) à Jbel Moussa, pour donner suite à l'introduction de l'espèce sur le site après 40 ans d'absence. En juin 2022, l'unité régionale Marrakech-Safi du GREPOM a découvert une colonie reproductrice de Flamant rose (*Phoenicopterus roseus*) à la lagune de Khnifiss, dans le sud-ouest du pays. Les flamants roses, que l'on trouve principalement dans les zones humides méditerranéennes, ne se sont pas reproduits au Maroc depuis plus de 50 ans, le dernier site de reproduction connu étant le lac désertique d'Iriki entre 1957 et 1968. Cette découverte a été faite dans le cadre de la participation du GREPOM à l'initiative sur les voies de migration de l'Atlantique Est, après des années de recherche et de suivi des zones humides marocaines.

Le Faucon d'Eléonore (*Falco eleonorae*) est un rapace migrateur qui arrive au Maroc chaque année pour se reproduire sur l'île de Mogador dans l'archipel d'Essaouira à l'ouest du Maroc. Pour sensibiliser le public, le GREPOM, en

collaboration avec des partenaires locaux et internationaux, a organisé le premier "festival du faucon d'Eléonore" à Essaouira, près de Mogador, qui abrite la plus grande colonie de reproduction de l'espèce dans le monde. L'événement a touché des milliers de personnes dans la ville et des millions de téléspectateurs sur les deux principales chaînes de télévision nationales, en plus des auditeurs de la radio.

Les oiseaux de mer constituent l'un des groupes d'oiseaux les plus menacés, 43 % des 362 espèces étant classées comme menacées ou quasi menacées selon les critères de la liste rouge de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). À l'île Maurice, les oiseaux marins nichent sur plusieurs îlots autour de l'île principale, dont l'île Ronde, située à 22,5 km au large de la côte nord-est de l'île Maurice. L'île Ronde est l'une des îles les plus riches en oiseaux marins de la région, abritant des espèces telles que le pétrel de l'île Ronde (*Pterodroma* spp.), le pétrel de Bulwer (*Bulweria bulwerii*), le Phaéton à queue rouge (*Phaethon rubricauda*), le Phaéton à queue blanche (*Phaethon lepturus*) et le Puffin à queue cunéiforme (*Ardenna pacifica*), parmi d'autres. Le braconnage des oiseaux de mer sur l'île dans les années 1800 et 1900 a considérablement réduit la diversité et le nombre d'oiseaux de mer, mais depuis la fin du braconnage en 2002, le nombre d'oiseaux de mer augmente.



Fou masqué adulte avec son poussin sur l'île Serpent © Dr. Nik Cole



Première édition du festival Le Faucon d'Eléonore festival © GREPOM

Le Fou masqué (*Sula dactylatra*) est l'un des plus grands oiseaux de mer mauriciens. Il ne niche que dans deux endroits de la république et ne compte qu'environ 250 couples dans le pays. Historiquement, cette espèce avait une aire de nidification beaucoup plus étendue à Maurice, y compris sur l'île Ronde, mais elle a souffert des prédateurs humains et des espèces envahissantes. Pour ramener le fou masqué sur l'île Ronde, trois organisations, à savoir le Durrell Wildlife Conservation Trust, la Mauritian Wildlife Foundation (MWF) et le National Parks and Conservation Service of Mauritius, collaborent à un projet dirigé par le Dr Nik Cole, Durrell/Responsable de la restauration de l'île MWF.

L'équipe a travaillé sur des aspects innovants du projet, notamment la construction de leurres (oiseaux artificiels utilisés pour attirer des oiseaux vivants), qui ont ensuite été placés dans des habitats appropriés face à l'île Serpent. Compte tenu du climat rigoureux de l'île ronde, les leurres ont été fabriqués dans des matériaux capables de résister aux vents violents et à l'érosion par le sel, et placés dans différentes positions sur le sol : "nidifiant", assis et debout. Un système de haut-parleurs fonctionnant à l'énergie solaire et diffusant les cris des fous nicheurs a été placé à proximité. Des pièges photographiques ont été placés dans toute la colonie de leurres afin de détecter tout intérêt de la part de la colonie de l'île Serpent qui passe quotidiennement.

Ce projet fait partie d'un programme beaucoup plus vaste visant à restaurer l'écosystème de l'île Round, mais la mise en place des dispositifs d'attraction des oiseaux marins a été une véritable réussite pour l'équipe. D'après les résultats de systèmes similaires mis en place ailleurs, il faudra peut-être quelques années pour attirer les fous masqués, bien qu'un très petit nombre d'autres projets concernant les oiseaux de mer aient réussi à les faire revenir en quelques mois ! Quoi qu'il en soit, les bénéfices seront à la hauteur de l'attente. En 2022, **Nature Conservation Egypte (NCE)**, avec le soutien du ministère de l'environnement, a lancé l'**Observatoire des oiseaux de Galala**, qui vise à établir une station permanente pour surveiller la migration des oiseaux. L'Égypte est située sur l'une des plus importantes voies de migration des oiseaux, la voie de migration Afrique-Eurasie. L'emplacement des montagnes de Galala permet d'avoir une vue d'ensemble des milliers d'oiseaux migrateurs qui visitent l'Égypte chaque printemps, à une distance qui peut être la plus proche au monde des oiseaux en vol.

En mars 2022, le NCE a commencé le comptage des rapaces de Galala, soutenu par le projet EV (Vautour percnoptère) Newlife. En six semaines, l'équipe de surveillance a compté plus de 350 000 oiseaux migrateurs de 29 espèces, dont plus de 1 200 vautours percnoptères. Selon les données de 2022, l'Observatoire d'Oiseaux de Galala est l'endroit idéal pour enregistrer une proportion significative de la population mondiale d'Aigle nain ([Clanga pomarina](#)) 25-37%, Aigle des steppes ([Aquila nipalensis](#)) 23-32%, Buse des steppes (*Buteo buteo vulpinus*) 6-11%, Cigogne blanche ([Ciconia ciconia](#)) 10%, Vautour percnoptère (*Neophron percnopterus*) 3-10%, Circaète Jean-le-Blanc ([Circaetus gallicus](#)) 3-6%, Cigogne noire ([Ciconia nigra](#)) 2-4% et Milan noir ([Milvus migrans](#)) 2-4%. Deux espèces - le vautour percnoptère et l'aigle des steppes - sont menacées au niveau mondial.

La surveillance à long terme à Galala facilitera la compréhension des tendances de la population et évaluera le bénéfice potentiel des actions de conservation le long de la voie de migration. Parmi les observatoires de la migration des rapaces le long de la voie de migration, les résultats de Galala pourraient indiquer le plus grand nombre de vautours percnoptères et le deuxième plus grand nombre de buses des steppes et de milans noirs après Batumi en Géorgie. Et le NCE voit bien plus loin qu'une station de recherche : Les installations de l'observatoire sont prévues pour être

divisées en plusieurs catégories, notamment la formation et la sensibilisation, l'éducation, le tourisme ornithologique, la recherche et la surveillance, permettant aux visiteurs de vivre une expérience unique, informative, sereine et éblouissante.



© Nature Conservation Egypt

La conservation des espèces vulnérables est un pilier essentiel des efforts de conservation de Nature Mauritanie. En août 2022, **Nature Mauritanie** a participé à un atelier sur la conservation des tortues marines. L'objectif était d'analyser les données disponibles sur les pressions et les menaces qui pèsent sur les tortues marines, et de développer un programme participatif de suivi et de conservation des tortues marines au niveau national qui sera le prélude à un plan d'action national pour la conservation des tortues marines.

Depuis près de 17 ans, Nature Mauritanie réalise des suivis et participe à des comptages annuels d'oiseaux d'eau dans le parc national du Diawling, le parc national du Banc d'Arguin, le lac de Mal et le lac d'Aleg. En 2022, le comptage annuel des oiseaux d'eau dans le lac d'Aleg a donné 179 038 individus de 43 espèces, contre 41 600 individus de 24 espèces en 2021. Les pluies stables de ces dernières années ont contribué à la disponibilité de nourriture pour les oiseaux et à l'augmentation conséquente de leur nombre.

Le partenaire de BirdLife, **NATURAMA**, au Burkina Faso a développé des inventaires d'oiseaux terrestres qui ont confirmé l'existence d'espèces migratrices de la voie de migration de l'Atlantique Est dans quatre régions, y compris la fauvette grisette ([Curruca communis](#)), le guépier d'Europe ([Merops apiaster](#)), la fauvette de Bonelli ([Phylloscopus bonelli](#)), la fauvette des saules ([Phylloscopus trochilus](#)), et le busard cendré ([Circus Pygargus](#)).

Nature Kenya a mené un certain nombre d'initiatives dans le cadre de son travail de protection des espèces au Kenya. Un plan d'action pour le rétablissement et la conservation de la population de vautours a été rédigé, et des plans de rétablissement des espèces de pangolins et de grues couronnées (*Balearica regulorum*) ont été élaborés. Un suivi détaillé a été effectué pour six espèces d'oiseaux préoccupantes : Tisserin de Clarke (*Ploceus golangi*), Akalat de la côte est (*Sheppardia gunningi*), Turaco de Fischer (*Tauraco fischeri*), Apalis de Taita (*Apalis fuscigularis*), Grive de Taita (*Turdus helleri*) et Timalie de Hinde (*Turdoides hindei*).

Nature Kenya a effectué des comptages d'oiseaux d'eau sur de nombreux sites, notamment les lacs de la vallée du Rift, l'estuaire de la rivière Sabaki, le delta de la rivière Tana et les zones humides près de la forêt d'Arabuko-Sokoke ; un suivi des oiseaux communs dans 13 zones clés pour la biodiversité (KBA) ; et un suivi détaillé dans 20 KBA. Quelques 23 bomas à l'épreuve des prédateurs ont été construits pour réduire les conflits entre l'homme et la faune, et donc l'empoisonnement des vautours, dans le comté de Kajiado.

Le merle des Seychelles (*Copsychus sechellarum*) est l'un des oiseaux les plus célèbres des Seychelles. Bien qu'historiquement présente sur au moins sept îles de l'archipel des Seychelles, la population mondiale du rouge-gorge pie a frôlé l'extinction. Il ne restait que 12 oiseaux sur l'île de Frégate dans les années 1990. L'introduction de rats et de chats, ainsi que la perte de son habitat forestier de plaine, ont causé son déclin.

Pour sauver le merle des Seychelles, BirdLife International et la Royal Society for the Protection of Birds (RSPB) ont lancé dans les années 1990 un programme ambitieux et très réussi de rétablissement du merle des Seychelles. Ce programme comprenait des mesures de conservation telles que la réhabilitation intensive de l'habitat, l'éradication des

prédateurs étrangers, l'apport de nourriture supplémentaire, l'installation de nichoirs et la restauration de l'habitat. En 1998, Nature Seychelles, qui a repris le programme, a reçu une importante subvention du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et a entamé une vaste restauration de l'habitat, en particulier sur l'île Denis.

Les oiseaux ont été déplacés sur l'île d'Arde en 2002 et sur l'île de Denis en 2008. Les perspectives pour l'oiseau se sont considérablement améliorées et, en 2005, l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) a rétrogradé l'oiseau en danger critique d'extinction sur la liste des espèces en danger. Cinq merles pie des Seychelles ont également été transférés sur l'île Cousin, où une population reproductrice autonome s'est développée sur l'ensemble de l'île. En 2022, le nombre d'oiseaux est passé à 500 sur cinq îles, avec 69 merles des Seychelles sur l'île Cousin - le chiffre le plus élevé jamais atteint !

«Il s'agit d'une réussite incroyable si l'on considère que cet oiseau était autrefois limité à une seule île et qu'il n'en existait que 12 dans le monde. Ce succès peut être attribué à une gestion intensive de la conservation par Nature Seychelles en collaboration avec BirdLife International et la RSPB, ainsi qu'avec les propriétaires d'îles privées»

Dr. Nirmal Shah, directeur général de Nature Seychelles.

Dans le cadre d'un partenariat avec l'UICN et la Fondation Porini, Nature Seychelles a lancé en 2021 le Seychelles Magpie Robin nature collector - un jeton numérique NFT (Non-fungible token) pour la conservation, premier du genre, qui a permis de récolter près de 10 000 dollars pour la poursuite de leur surveillance. Pour gérer les populations de l'oiseau sur les différentes îles, Nature Seychelles a mis en place et facilite un groupe de parties prenantes locales appelé l'équipe de rétablissement du merle pie des Seychelles (SMART). Il est composé de gestionnaires et d'agents de conservation de Cousin, Arde, Denis et Frégate, ainsi que du ministère de l'Environnement. Elle prend des mesures de conservation et des décisions de gestion pour l'oiseau, bien que les îles individuelles soient responsables de la gestion globale de leur population d'oiseaux.

L'un des piliers de Nature Tanzanie - partenaire de BirdLife en Tanzanie - est la conservation des espèces. En janvier 2022, Nature Tanzanie a soutenu le recensement international des oiseaux d'eau (IWC) coordonné par le Tanzanie Wildlife Research Institute (TAWIRI). Nature Tanzanie a également participé au lancement d'un programme transfrontalier de conservation de la grue couronnée, hébergé par la Rwanda Wildlife Conservation Association (RWCA), en collaboration avec d'autres partenaires dont Nature Uganda et l'International Crane Foundation (ICF). Nature Tanzanie a signé un protocole d'accord avec la RWCA sur l'amélioration de la conservation de la grue couronnée dans l'écosystème des zones humides à la frontière entre la Tanzanie et le Rwanda.



Seychelles Magpie Robin
© Nature Seychelles

Les activités de sensibilisation menées au Malawi par la Wildlife and Environmental Society of Malawi (WESM) ont consisté à produire 500 exemplaires de Birds of Malawi, axés sur les perroquets ; 1000 exemplaires de How to Run a Wildlife Club ; 500 affiches de sensibilisation sur les espèces exotiques envahissantes ; trois programmes télévisés sur le trafic de pangolins ; et 11 programmes radiophoniques sur les espèces en danger critique d'extinction comme le caméléon pygmée de Chapman (*Rhampholeon chapmanorum*), et sur les questions de conflit entre l'homme et la faune.



Nouveaux pylônes électriques érigés en Éthiopie près de l'abattoir d'exportation de Metehara, une source de nourriture fiable pour les vautours © S. Oppel

Points Forts Du Programme

Programme sur les oiseaux migrateurs et les voies de migration

Le phénomène de la migration des oiseaux suscite l'admiration et l'étonnement des hommes depuis des millénaires. Il reste encore beaucoup à apprendre, tandis que les espèces migratrices continuent à faire face à une série de défis qui mettent en péril leur avenir. Les oiseaux migrateurs relient le monde de manière extraordinaire et sont des éléments importants de la biodiversité mondiale. Leur conservation reste un domaine d'action prioritaire pour BirdLife en Afrique. Voici quelques points forts du programme :

L'énergie est un secteur clé du développement qui reçoit beaucoup d'attention en Afrique. Bien que l'Afrique dispose d'énormes ressources en énergies renouvelables, elle a le plus faible accès à l'électricité par habitant ; la demande dépasse l'accès, ce qui fait que plus de 600 millions de personnes ne sont pas raccordées à l'électricité, soit un taux d'accès d'un peu plus de 40 %. Cette situation a un impact négatif sur la croissance économique. Deuxièmement, la lutte contre le changement climatique a incité le monde à accroître les investissements dans la production d'énergie renouvelable, qui a augmenté de 60 % en Afrique au cours des 15 dernières années.

Par exemple, l'Éthiopie a l'ambition d'augmenter sa capacité de production d'énergie pour la transmission et la distribution d'électricité au niveau régional et national.

L'Éthiopie est l'un des pays les plus importants pour les oiseaux migrateurs en Afrique. Elle abrite le plus grand rassemblement de vautours percnoptères ([Neophron percnopterus](#)) migrateurs jamais enregistré dans leurs aires d'hivernage. Cependant, depuis longtemps, les oiseaux migrateurs en vol, y compris les cigognes et les rapaces, meurent à la suite de collisions ou d'électrocutions causées par les infrastructures énergétiques. Ce scénario constitue l'un des plus grands défis en matière de conservation sur l'ensemble du continent.

BirdLife pense qu'une solution gagnant-gagnant peut être atteinte si les parties prenantes concernées peuvent travailler ensemble, guidées par des principes fondamentaux qui garantissent la durabilité. Grâce au financement du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et au cofinancement d'un projet financé par l'Union européenne (UE), BirdLife et la Société Ethiope de la Faune et de l'Histoire Naturelle (partenaire de BirdLife) se sont lancés dans un voyage visant à instaurer l'harmonie entre les deux secteurs afin que les populations puissent être connectées à l'énergie électrique sans mettre la nature en danger. Nous mettons en œuvre des approches qui intègrent la conservation des oiseaux dans le secteur de l'énergie.

Beaucoup a été fait pour rendre le développement de l'énergie sans danger pour les oiseaux en Éthiopie, jetant ainsi les bases de la durabilité dans le secteur. En 2022, EWNHS a signé un accord de collaboration à long terme avec les compagnies nationales d'électricité et l'autorité nationale de conservation pour faciliter l'intégration des considérations relatives à la conservation des oiseaux dans le secteur de l'énergie. Une évaluation des besoins en capacités a été réalisée et une stratégie d'amélioration des capacités en matière de gestion de la faune et de l'infrastructure électrique a été élaborée pour le personnel de l'Ethiopia Electric Utility (EEU) et de l'Ethiopia Electric Power (EEP).

Une formation à l'utilisation du kit d'identification des oiseaux et de l'outil de cartographie de la sensibilité a été dispensée à au moins 70 parties prenantes des secteurs de l'énergie et de la conservation. La cartographie des infrastructures électriques dangereuses a été réalisée dans les régions prioritaires du pays grâce à des missions conjointes sur le terrain, et du matériel de modernisation des lignes électriques (834 pièces d'isolation et 660 pièces de déviation des oiseaux) a été acheté pour atténuer quelque 20 km de lignes électriques meurtrières dans 9 points noirs identifiés lors d'une enquête rapide sur les lignes électriques. Des activités de sensibilisation accrues ont été mises en place en mettant l'accent sur la conservation des oiseaux migrateurs, notamment lors de la Journée mondiale des oiseaux migrateurs (JMOM) et par le biais d'événements nationaux populaires tels que la Grande course éthiopienne. Une analyse des lois nationales éthiopiennes relatives à la protection des oiseaux contre les infrastructures énergétiques a été réalisée et des recommandations d'amélioration ont

été formulées, en plus de l'élaboration de lignes directrices sur les meilleures pratiques en matière de protection des oiseaux dans le cadre des développements du secteur de l'énergie. Un groupe de travail multipartite sur l'énergie pour l'Éthiopie a été créé au cours de l'année afin de promouvoir les meilleures pratiques dans le secteur.

L'expérience éthiopienne d'intégration de la conservation des oiseaux dans le secteur de l'énergie a révélé plusieurs défis à relever pour réconcilier les secteurs de l'énergie et de la conservation dans le pays. La prise de conscience de l'importance de créer une harmonie entre les secteurs de l'énergie et de la conservation de la nature, soutenue par le pragmatisme, est un ingrédient clé nécessaire au développement du secteur de l'énergie pour éviter la mort d'oiseaux à l'avenir. Les principaux acteurs du secteur de l'énergie doivent considérer la protection de la nature comme un devoir commun et établir des partenariats fonctionnels avec les entités concernées afin de rendre le développement énergétique durable.

Malgré les défis, on peut espérer qu'il est possible, en utilisant la capacité construite jusqu'à présent, les outils développés et les connaissances acquises au cours des efforts d'intégration, d'assurer un avenir aux oiseaux migrateurs vulnérables. La communauté internationale, par le biais de mécanismes tels que la Convention sur les espèces migratrices (CMS) et l'Accord sur les oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie (AEWA), encourage le déploiement d'énergie sans danger pour la nature dans les pays membres, y compris l'Éthiopie, et sert de point de référence important pour l'avenir. Le partenariat BirdLife met en œuvre l'"Initiative de la voie de migration de l'Atlantique Est" afin de préserver les populations durables d'oiseaux migrateurs le long de la voie de migration de l'Atlantique Est. Une collaboration fructueuse avec Wetlands International et l'initiative de la voie de migration de la mer des Wadden sur la surveillance des oiseaux de rivage et de leurs habitats dans 18 pays couvrant 36 sites, a été organisée avec les partenaires de BirdLife, les autorités des parcs nationaux et les populations locales dans les 18 pays.

Les partenaires de BirdLife ont mis en œuvre des activités visant à soutenir la gestion des sites et à préserver la sécurité des voies de migration pour les oiseaux migrateurs. Nature Mauritanie a restauré des mangroves au Diawling, tandis qu'au Sénégal, Nature Communautés Développement a travaillé avec les communautés locales pour sauvegarder la réserve naturelle communautaire de Tocc Tocc, le delta du Saloum et l'aire marine de Niamone Kalounayes en Casamance. L'Organizaçao para o Desenvolvimento das Zonas Húmidas (ODZH) a formé des personnes et les a sensibilisées à la conservation des zones humides de Mansoa en Guinée-Bissau, tandis que SOS-Forêts a développé des activités de subsistance, notamment la production de sel et l'apiculture, pour soutenir les communautés en Côte d'Ivoire.

Soutien à l'initiative de la Grande Muraille Verte (GMV)

La Grande Muraille Verte (GMV) est une initiative panafricaine pour la restauration et la gestion durable des terres dans la région du Sahel et du Sahara afin de lutter contre la dégradation des sols et la pauvreté. L'initiative de la GMV est composée de onze pays : Sénégal, Mali, Mauritanie, Burkina Faso, Niger, Nigeria, Tchad, Soudan, Éthiopie, Érythrée et Djibouti. L'initiative de la GMV vise à améliorer la résilience des systèmes humains et naturels des pays sahélo-sahariens face au changement climatique, à travers une gestion saine des écosystèmes et un développement durable des ressources naturelles, la protection du patrimoine rural matériel et immatériel, la création de politiques de production rurale et de développement durable, et l'amélioration des moyens de subsistance des populations.

En 2019, la GMV et BirdLife ont signé un accord de collaboration technique et scientifique pour atteindre des objectifs communs en matière de conservation, de protection et de soutien de la biodiversité ciblée, en particulier des oiseaux, qui sont des indicateurs de la santé générale des écosystèmes, tout en renforçant le développement socio-économique et l'amélioration des moyens de subsistance des populations dans les pays de la GMV. En 2022, la collaboration entre la GMV et BirdLife a connu quelques succès notables.

BirdLife a contribué au séminaire résidentiel de la GMV pour le développement de la planification opérationnelle en 2022 et 2023 à Widdou Thingholy, au Sénégal. Ce fut l'occasion pour BirdLife de renforcer la pertinence de cette collaboration, en soulignant l'importance de l'intégration de la protection de la biodiversité dans les plans d'action nationaux des pays de la GMV. En avril 2022, BirdLife et l'Agence Panafricaine de la Grande Muraille Verte (PAGGW) ont renouvelé le MoU jusqu'en 2030, pour correspondre au Plan d'Investissement Prioritaire (DPP) décennal, lors d'une réunion tenue à Nouakchott, en Mauritanie, avec le soutien de Nature Mauritanie.

BirdLife a participé à l'atelier sur l'évaluation de base et les perspectives dans le cadre du projet PNUE/FEM " Exploiter l'initiative de la Grande Muraille Verte (GMV) pour un Sahel durable et résilient " à Niamey, au Niger. Au cours de l'atelier, les pays ont présenté les résultats préliminaires de la base de référence collectée, et ont délibéré avec le Secrétariat du FEM sur les nouveaux développements dans la mise en œuvre de l'Initiative de la Grande Muraille Verte, y compris le concept de BirdLife "Rendre le Sahel plus vert et plus grand pour la nature et les gens".

BirdLife et ses partenaires ont participé à un atelier qui s'est tenu à Abuja, au Nigeria, dans le but de renforcer les collaborations avec les agences nationales de la GMV, sur l'intégration et la prise en compte de la biodiversité dans les programmes de la GMV. L'atelier a attiré plus de 34 personnes et a été largement couvert dans 10 pays. BirdLife a également participé à la 8ème session ordinaire du Conseil des Ministres de la GMV, qui s'est tenue à Abuja.

Sauver les vautours en Afrique

Les vautours d'Afrique sont parmi les oiseaux les plus menacés au monde. Sept des espèces de vautours d'Afrique sont au bord de l'extinction, classées comme étant globalement en danger ou en danger critique d'extinction par BirdLife, l'autorité en matière d'oiseaux, sur la liste rouge des espèces menacées de l'UICN. Six espèces de vautours n'existent qu'en Afrique et nulle part ailleurs dans le monde. Au cours des 50 dernières années, les populations de vautours africains ont diminué de 80 à 97 % (plus de 92 % pour cinq espèces), en raison d'une myriade de facteurs tels que l'empoisonnement (responsable de 61 % des décès de vautours enregistrés en Afrique), l'abattage pour des raisons de croyance (29 %) et l'électrocution par des infrastructures énergétiques mal situées (9 %).

La stratégie de conservation des vautours de BirdLife Africa repose sur quatre piliers et se concentre sur la lutte contre les menaces en renforçant les connaissances et la compréhension, en sensibilisant à tous les niveaux, en plaidant pour des changements politiques et législatifs et en mettant en œuvre des actions de conservation directes sur le terrain. En 2022, le programme a obtenu un certain nombre de résultats, comme indiqué ci-dessous :



Session d'éducation et de sensibilisation au Zimbabwe © BirdLife Zimbabwe

Les zones de sécurité pour les vautours (ZVS), qui sont des zones où les propriétaires terriens s'engagent à adopter des pratiques respectueuses des vautours, ont plus que doublé pour atteindre plus de 1 000 000 d'hectares en Zambie, au Zimbabwe, en Afrique du Sud et au Mozambique. BirdLife commence à constater des changements d'attitude positifs et une reconnaissance du rôle et de la valeur des vautours, avec une augmentation de l'intérêt pour l'établissement de ces

zones et pour leur maintien. Le partenariat BirdLife développe des principes directeurs et une stratégie de marque pour clarifier et renforcer l'établissement, la certification et l'adoption des VSZ.

En mars 2022, BirdLife a accueilli la deuxième réunion du Forum de conservation des vautours de BirdLife Africa, qui a rassemblé 35 représentants du Partenariat BirdLife Africa pour discuter des progrès réalisés dans la mise en œuvre du **Plan d'action multi-espèces pour la conservation des vautours d'Afrique-Eurasie (Vulture MsAP)**. Les représentants régionaux organisent des réunions de suivi sous-régionales. Un [documentaire de BirdLife](#) a été réalisé pour présenter les efforts et les besoins du programme. Grâce à des actions de conservation sur le terrain et à des collaborations stratégiques, des milliers de personnes ont été touchées dans la région par des documentaires, des événements communautaires, des podcasts et des événements sponsorisés par BirdLife.

En Afrique australe, grâce au financement de projet de la Isdell Family Foundation, des activités clés sur le développement d'un réseau intégré de protection des vautours dans la zone de conservation transfrontalière de Kavango-Zambezi (KAZA TFCA), lié aux réseaux régionaux et impliquant diverses parties prenantes, ont continué d'être menées. Ce projet a permis de créer des zones de sécurité pour les vautours (VSZ) et des groupes de soutien aux vautours (VSG), des groupes communautaires bénévoles chargés de la surveillance des vautours, de l'éducation et de la sensibilisation. Ces groupes ont constitué un atout pour la conservation des vautours en dehors des zones protégées.

«Nous souhaitons que ce programme de conservation des vautours aille de l'avant. Nous avons commencé en tant que bénévoles et il semble que les habitants de la région apprécient ce programme, car le nombre de membres du groupe ne cesse d'augmenter. Nous aimerions que le programme soit étendu aux écoles de la région afin de leur apprendre la valeur des vautours dans l'environnement»

Bekezela Sibanda, Sithanda Amanqwe Vulture Support Group, Gwayi, Zimbabwe.

L'un des principaux facteurs de déclin des populations de vautours est la **collecte délibérée de vautours pour une utilisation fondée sur des croyances par des guérisseurs traditionnels**, en particulier en Afrique de l'Ouest. Le partenariat BirdLife, qui comprend la Nigerian Conservation Foundation (NCF) et BirdLife Zimbabwe, a continué à s'attaquer à l'utilisation des vautours fondée sur les croyances en Afrique de l'Ouest et au Zimbabwe.

Dans le cadre de ce projet, les deux partenaires de BirdLife ont engagé des guérisseurs traditionnels dans leur pays. Ce

projet a permis de dresser des listes de plantes alternatives à l'utilisation de parties de vautours pour la médecine traditionnelle dans les deux pays. Les efforts conjoints des guérisseurs traditionnels, de la NCF et des parties prenantes chargées de l'application de la loi au Nigeria ont contribué à une réduction notable des parties de vautours commercialisées sur les marchés de la faune sauvage, 65 % des guérisseurs du groupe cible ayant opté pour des solutions de remplacement. Un nouveau manuel sur les alternatives à base de plantes pour la médecine traditionnelle a été produit. En octobre 2022, la NCF a facilité l'atelier de planification d'action pour les vautours d'Afrique de l'Ouest, auquel ont participé 35 acteurs clés de 13 pays d'Afrique de l'Ouest. Le plan d'action pour la conservation des vautours d'Afrique de l'Ouest qui en résulte est en phase finale de rédaction.

L'empoisonnement de la faune - le fait de placer du poison (généralement des pesticides) sur les carcasses du bétail tué par un prédateur pour tuer le prédateur qui revient se nourrir - est l'une des menaces les plus graves pour les vautours en Afrique, représentant 61% des décès. En 2022, BirdLife a reçu une subvention Darwin pour développer des initiatives réussies visant à réduire l'empoisonnement dans les zones transfrontalières de Mara et de Serengeti en Afrique de l'Est. Le projet collaborera avec les communautés pour aborder les facteurs qui mettent en danger les vautours et ont un impact négatif sur les communautés, visant à améliorer les moyens de subsistance par une meilleure protection du bétail et l'amélioration des options de moyens de subsistance durables.

Dans la zone de gestion de la faune de Makao en Tanzanie, le projet collabore avec les communautés pour répondre à la menace du commerce de parties de vautours causée par l'utilisation fondée sur les croyances. Il s'efforce de mettre en œuvre des mécanismes de réaction rapide en cas d'empoisonnement de la faune et d'améliorer les moyens de subsistance grâce à un programme pilote de fonds renouvelable dirigé et géré par les communautés. Au Kenya, les mesures de lutte contre l'empoisonnement, avec une réponse coordonnée des parties prenantes, ont entraîné une diminution de la mortalité lors des empoisonnements, avec au moins un vautour sauvé par incident, alors qu'aucun n'était sauvé auparavant.



Réunions de lancement du projet sur les vautours dans la zone de gestion de la faune dans le nord de la Tanzanie © Nature Tanzania

Un rapport critique sur l'utilisation de produits agrochimiques et de produits médicaux vétérinaires pour empoisonner les chiens sauvages et la faune sauvage a été rédigé en Éthiopie et distribué à diverses parties prenantes clés dans l'espoir d'influencer les changements de politique dans le pays. Trois protocoles sur la manipulation et l'élimination en toute sécurité des carcasses soupçonnées d'être empoisonnées et sur la réaction rapide en cas d'empoisonnement d'animaux sauvages ont été élaborés et distribués pour adoption aux autorités gouvernementales compétentes, notamment l'Autorité éthiopienne de conservation de la faune et de la flore (EWCA).

Dans les régions éthiopiennes de Logia et Metehara, 225 pylônes couvrant 17,8 kilomètres devraient être modernisés en 2023. Ces pylônes ont été identifiés en fonction de leur proximité avec des abattoirs et des décharges, qui constituent une source de nourriture fiable pour les vautours. Plus d'une douzaine de capuchons d'isolateurs de lignes électriques et de déviateurs de vol pour oiseaux ont été achetés à cette fin dans le cadre du projet.

Le vautour percnoptère ([Neophron percnopterus](#)) - un oiseau qui utilise des outils - est la seule véritable espèce de vautour migrateur en Europe. Au cours des trois dernières années, BirdLife International a mis en œuvre le projet LIFE pour le vautour percnoptère en Afrique par l'intermédiaire de ses partenaires en Éthiopie et au Nigeria, en s'attaquant aux menaces d'empoisonnement des animaux sauvages, d'électrocution des oiseaux et en luttant contre le commerce illégal des parties du corps des vautours utilisées dans la médecine traditionnelle. Alors que le projet s'achève en 2022, beaucoup de choses ont été accomplies !

Une série de campagnes d'éducation et de sensibilisation au niveau communautaire et public a été mise en œuvre en Éthiopie et au Nigeria pour informer les communautés de la situation critique des vautours percnoptères, de leur importance et des dangers que représente l'empoisonnement des animaux sauvages pour cet oiseau menacé d'extinction au niveau mondial. Au Nigeria, deux zones de sécurité pour les vautours (VSZ) ont été expérimentées dans deux États du pays. À la suite de ces campagnes, les communautés se sont engagées à soutenir des activités bénéfiques à la survie des vautours, et même à adopter des alternatives végétales aux parties de vautours pour la médecine traditionnelle. Pour les aider dans leur transition, une brochure contenant des alternatives à base de plantes pour la médecine traditionnelle a été produite et deux réseaux de volontaires ont été mis en place pour mener à bien ce changement.

Malgré les progrès significatifs réalisés pour sécuriser les voies de migration du vautour percnoptère en Afrique, il reste encore beaucoup à faire. En particulier, la promotion d'infrastructures énergétiques sans danger pour les oiseaux à l'échelle régionale et la lutte contre les espèces sauvages sont des éléments essentiels pour la survie de l'espèce.



Sites

L'Afrique compte plus de 1 200 zones importantes pour la conservation des oiseaux et de la biodiversité (ZICO). Les ZICO sont également des zones clés pour la biodiversité (KBA) : des habitats vitaux pour la nature, les oiseaux et toutes les espèces. Les partenaires de BirdLife à travers le continent assurent l'intégrité, la protection, la conservation, la restauration et le suivi de ces sites, et établissent des groupes de coordination nationaux (NCG) dans divers pays partenaires.



Points Forts Des Partenaires

Au Burundi, l'Association Burundaise pour la protection de la Nature (ABN), avec le soutien de VBN (Vogelbescherming Nederland, le partenaire néerlandais de BirdLife) a été en mesure de surveiller cinq zones protégées qui sont des zones importantes pour les oiseaux et la biodiversité (IBA) en 2022. ABN s'est engagée avec 15 groupes de conservation locaux dans ces zones, qui jouent un rôle clé dans la conservation de la nature. ABN, en consortium avec quatre autres organisations, a pu obtenir un financement du Fonds d'équipement des Nations unies (FENU) pour des travaux de restauration dans le parc national de Kibira, le secteur de Rewgura et ses environs dans le nord-ouest du Burundi. Dans le cadre de ce projet, 55 000 plants d'arbres indigènes (*Prunus africana* et *Maesopsis eminii*) et 80 000 plants d'arbres agroforestiers (*Grevillea robusta*) sont cultivés.

Les espèces indigènes seront utilisées pour la restauration et la délimitation du parc de la Kibira, tandis que les arbres agroforestiers seront utilisés sur les propriétés riveraines pour lutter contre l'érosion. Une pépinière de 20 000 pousses de bambou (*Bambusa vulgaris*) est en cours d'installation pour la stabilisation des rivières qui traversent des fermes privées. En collaboration avec les communautés locales et l'administration locale, ABN a pu identifier les bassins versants et les revégétaliser sur une longueur de 10 km. Les membres des communautés locales en bénéficient en étant rémunérés pour leur travail.

Au Nigeria, le déclin des espèces dans les zones protégées a fait naître le besoin de poursuivre la conservation des espèces dans ces zones et dans les communautés environnantes. Le partenaire de BirdLife au Nigeria, la Nigerian Conservation Foundation (NCF), travaille en partenariat avec le National Park Service pour renforcer la protection du Parc National Kainji Lake (KLNP) et des lions et léopards qui s’y trouvent.

La NCF a facilité un atelier intitulé “Engagement des parties prenantes pour identifier et concevoir des solutions pour restreindre le ranching afin de réduire le pâturage du bétail dans le parc national du lac Kainji” dans l’État du Niger, soutenu par Save our Species de l’UICN et financé par l’Union européenne. L’atelier, qui a réuni plus de 200 parties prenantes de diverses organisations, dont le parc national du lac Kainji, le conseil du gouvernement local, l’association d’éleveurs de bétail Miyetti Allah, l’association des agriculteurs, l’association des chasseurs, l’association des femmes, les associations de jeunes et les médias, avait pour but d’identifier les défis et les solutions en matière de pratiques de subsistance durables dans les communautés situées autour du parc.

«La NCF est ravie de mener à bien ce projet, qui fait partie d’une série d’activités mises en œuvre dans le parc national du lac Kainji en vue d’améliorer les capacités des parties prenantes, principalement les communautés entourant le parc»

Dr. Stella Egbe, responsable du programme sur les espèces à la NCF.

Lors de la préparation de l’atelier, les défis en matière de durabilité dans les communautés ont été identifiés par le biais d’un exercice d’entrée/sensibilisation de la communauté, et des solutions ont été proposées en vue d’une éventuelle mise en œuvre. Les défis identifiés comprennent le surpâturage, l’agriculture non durable, l’exploitation forestière illégale, le braconnage, tandis que certaines des solutions proposées comprennent la restriction de l’élevage, des moyens de subsistance alternatifs durables, l’amélioration de l’éducation et de la sensibilisation, l’amélioration des pratiques agricoles, parmi d’autres.

À Madagascar, le partenaire de BirdLife, Asity, a poursuivi ses efforts de conservation visant à préserver la forêt emblématique de Tsitongambarika, dans le cadre d’une initiative de compensation de la biodiversité soutenue par Rio Tinto. Cela a été fait grâce à des initiatives telles que le reboisement et la restauration de zones stratégiques dénudées, la surveillance écologique par les communautés locales, l’éducation environnementale et l’amélioration des moyens de subsistance des communautés par le développement d’activités génératrices de revenus, entre autres. Entre 2016 et 2022, plus de 48 hectares de forêt ont été restaurés et 47 806 plants ont été mis en terre. Pour améliorer la gestion des ressources naturelles, Asity a renforcé les capacités des communautés de base ou Cobas

à Tsitongambarika, le nombre de personnes rejoignant les Cobas augmentant régulièrement.

Dans le cadre du renforcement des capacités des communautés locales et des protecteurs de l’environnement, Guinée-Ecologie, partenaire de BirdLife en Guinée, a organisé des ateliers de formation pour 20 protecteurs de l’environnement et communautés locales vivant autour de cinq zones importantes pour les plantes tropicales (TIPA) dans le pays. La formation s’est concentrée sur les outils de collecte et de suivi des menaces dans ces TIPA. Dans le cadre du projet de gestion des ressources naturelles du paysage de Bafing-Falémé, Guinée-Ecologie a réalisé un inventaire de 10 villages pilotes et a établi un plan d’action pour la transition de ces villages vers des écovillages.

Trois KBA ont été réévaluées grâce à un financement de la Royal Society for the Protection of Birds (RSPB). À la suite des bons résultats du projet de restauration des mangroves de Guinée-Écologie sur l’île de Trisatao, une deuxième subvention a été approuvée pour étendre la restauration à l’aire marine protégée (AMP) de Kpatchez, et un financement supplémentaire a été reçu dans le cadre du projet PAPBlo pour renforcer les capacités de surveillance écologique de l’AMP de Trisatao et les travaux de conservation des mangroves.

La candidature à la réserve de biosphère de l’UNESCO pour la zone clé pour la biodiversité (KBA) de Chimanimani a été approuvée en juin 2022. BirdLife Zimbabwe (BLZ) a été l’une des principales parties prenantes dans l’élaboration de cette demande. Dans le cadre de ses initiatives de renforcement des capacités, BirdLife Zimbabwe a travaillé pour renforcer les capacités de l’Association touristique de Chimanimani (CTA) et de ses huit guides de montagne (MTG) qui sont stratégiquement placés pour faire partie de l’équipe de gestion de la réserve de biosphère de Chimanimani. Il est prévu que les guides puissent influencer la trajectoire de Chimanimani vers l’écotourisme et les solutions basées sur la nature (NbS).

La BLZ, la CTA et les guides ont développé le sentier de randonnée et d’observation des oiseaux de Mbira, un nouveau produit touristique visant à remettre la réserve de biosphère de Chimanimani sur la carte du tourisme zimbabwéen et mondial. La BLZ a financé un cours de premiers secours de la Zimbabwe Parks et l’Autorité de Gestion de la Faune Sauvage (ZimParks), ainsi que les frais d’examen pour les guides afin qu’ils obtiennent une licence de guide en février 2022. En novembre 2022, la KfW (banque allemande) a approuvé le financement du développement de la route ornithologique de la zone de conservation transfrontalière du Grand Kavango et du Zambèze (KAZA). BirdLife Zimbabwe étant le chef de file du projet, les autres partenaires de BirdLife collaborant au projet sont BirdLife Botswana, BirdWatch Zambie et BirdLife Afrique du Sud qui apporteront leur expertise dans le développement de routes ornithologiques.



Renforcer les capacités de l'association touristique de la zone clé pour la biodiversité de Chimanmani et de la communauté des guides de montagne © BLZ

Depuis 2017, le GREPOM/ BirdLife Maroc a entrepris des travaux de restauration de sites et d'habitats au Maroc, notamment la restauration des salines de Larache. En 2022, le GREPOM a étendu ses travaux de restauration à Sebkh Bou Areg au nord-est du Maroc, et dans le parc national de Souss Massa sur la côte atlantique. A Sebkh Bou Areg, le GREPOM a créé une plateforme flottante ou radeau pour offrir des sites de nidification attractifs pour les sternes et les goélands, et a construit des monticules de nidification artificiels pour encourager les flamants roses à se reproduire localement. Dans le parc national de Souss Massa, le GREPOM, en coordination avec l'administration du parc, a restauré un petit flot naturel à l'embouchure de la rivière Oued Massa. En outre, le GREPOM a guidé des experts marocains renommés dans différents domaines pour mettre à jour et réviser plus de 40 sites d'intérêt biologique et écologique (SIBE) d'eau douce continentale, 10 sites devant être désignés comme nouveaux sites Ramsar.

Le projet "Mon refuge naturel" a été lancé par l'Association Les Amis des Oiseaux (AAO), partenaire de BirdLife en Tunisie, avec le soutien financier de BirdLife international. Le projet invite les propriétaires et les utilisateurs d'espaces verts à les gérer selon une Charte verte mise en place par l'AAO, afin d'améliorer les conditions de vie de la faune et de la flore. Plus de 150 ha de refuges naturels ont été enregistrés en 2022 avec une diversité allant d'un balcon au parc urbain "Le Belvédère" dans le centre de Tunis. Bien que près de la moitié des espaces soient des jardins privés, les écoles se joignent de plus en plus au programme pour transformer leurs cours de récréation en jardins de biodiversité.

Ghar El Melh, dans le nord de la Tunisie, abrite l'une des zones humides les plus importantes du pays. Dans le cadre du projet GEMWET (Conservation et développement durable des zones humides côtières à haute valeur écologique), l'association Les Amis des Oiseaux (AAO) joue un rôle de premier plan dans la collecte des déchets ménagers dans les municipalités de Jbel Nadhour et de la lagune de Ghar El Melh. Avec un investissement initial de 170 000 dinars tunisiens (55

000 USD), la quantité de déchets non collectés autour de la lagune a considérablement diminué, ce qui a réduit le coût par tonne de déchets collectés par les communautés locales. L'argent économisé grâce à la collecte des déchets a été réinvesti dans d'autres projets environnementaux communaux.

AAO travaille également avec les agriculteurs pour s'assurer que les activités agricoles sont respectueuses de la nature. Dans le cadre du projet TREFLE (En collaboration avec des agriculteurs locaux engagés à Dyr El Kef pour la restauration des écosystèmes), AAO, en collaboration avec l'association Les Amis du CAPTE (Collectif d'Acteurs pour la Plantation et la Transition Environnementale) en Tunisie (LACT), a procédé à l'identification de plusieurs plantes sauvages endémiques à usage agricole dans le KBA de Dyr El Kef. Les nombreuses missions sur le terrain ont permis d'augmenter le nombre d'espèces recensées de deux avant le projet à 56, et en même temps de documenter et de suivre la reproduction réussie d'un nouveau couple de vautours percnoptères, une espèce menacée dont le nombre de couples en Tunisie est estimé à moins de 25.

Dans le cadre de sa contribution aux activités de restauration de l'initiative de la Grande Muraille Verte, Nature Mauritanie (NatMa) a déployé des activités de restauration à Nouakchott en collaboration avec le ministère de l'environnement et du développement durable. La campagne comprenait des activités de reboisement à Male dans la région du Brakna, au sud de la Mauritanie, et des activités de sensibilisation des communautés locales dans le contexte du changement climatique.



Le projet My Nature Refuge mis en œuvre par AAO © Claudia Feltrup-Azafzaf

NATURAMA, partenaire de BirdLife, a participé à l'identification et au développement de **14 aires de conservation** dans les régions du Sud-Ouest, du Centre-Ouest et du Centre-Sud du Burkina Faso, ainsi qu'à la mise en place et à la formation de comités de gestion locaux et à l'élaboration de chartes foncières locales. **NATURAMA** a également participé à l'élaboration du projet de décret interministériel sur la mise en place d'un cadre de concertation pour la gouvernance partagée du complexe écologique **Po-Nazinga-Sissili (PONASI)**, ainsi qu'à l'élaboration de textes juridiques sur la classification de deux couloirs de migration de la faune dans le complexe PONASI.

Nature Kenya a poursuivi son travail de conservation des sites et des habitats en publiant le **rapport 2021 sur le statut et les tendances des KBA**, qui contient des données sur 56 des 67 KBA. Au cours de l'année, la **KBA Gede Ruins** a été désignée comme site du patrimoine mondial de l'**UNESCO**. En collaboration avec le Kenya Wildlife Service (KWS), **Nature Kenya** a mis à jour les informations relatives à six sites Ramsar, tandis que le marais de Yala, l'estuaire de la rivière Sabaki et le lac Ol'Bolossat sont devenus de nouveaux sites Ramsar. **Nature Kenya** a engagé **12 associations forestières communautaires (CFA)** dans le développement et la révision de leurs plans de gestion forestière. Les efforts de restauration ont permis de restaurer **600 ha de paysages dégradés** dans tout le pays, tandis que **703 ha supplémentaires** ont été assurés pour la conservation par l'achat de terres dans la forêt de Dakatcha. Le plan national de restauration des paysages forestiers (FOLAREP) a été achevé.

Pour lutter contre la perte de ces zones riches en biodiversité, **NatureUganda** a entrepris plusieurs campagnes de restauration dans le cadre de l'initiative **Milliards d'Arbres** pour restaurer les forêts de Mabira et de Nakindiba.

Situées dans les zones urbaines densément peuplées de l'agglomération de Kampala, ces forêts sont confrontées à l'abattage illégal et à l'empiètement, ce qui constitue une menace pour la flore et la faune ainsi que pour les personnes qui dépendent des ressources forestières. Mabira, la plus grande forêt du pays, couvre 30 038 ha et abrite 46 % des oiseaux forestiers de l'Ouganda, tandis que Nakindiba couvre 140 ha et joue un rôle clé dans l'approvisionnement en eau, en matières premières et dans la modification du microclimat. Mabira a accueilli la promenade forestière la plus réussie de 2022, dans le cadre d'activités de sensibilisation, ce qui a permis à la population d'apprécier la forêt.

Depuis 2020, **NatureUganda**, avec le soutien de l'UE, mène un projet visant à restaurer les zones humides dans les bassins de l'**Albertine Graben (rift)** et du Nil occidental, qui alimentent les principaux systèmes fluviaux du pays, soutenant ainsi des millions de moyens de subsistance dans ces bassins versants. En collaboration avec les membres de la communauté, **plus de 40 hectares de forêts et cinq hectares de zones humides riveraines** ont été restaurés jusqu'à présent. Plus de 150 agriculteurs ont été formés aux pratiques agroforestières et ont reçu des arbres, notamment des espèces fruitières et de restauration, qui ont été plantés sur plus de 85 hectares.

La Côte d'Ivoire abrite de vastes forêts dotées d'une grande biodiversité. Le département de Kouibly, dans l'ouest du pays, a souffert de la perte de son couvert forestier, ce qui a eu un impact négatif sur l'intégrité des écosystèmes, entraînant un appauvrissement significatif des terres cultivées et une diminution des rendements agricoles, en particulier du cacao, le pilier économique de la région. En 2022, **SOS-Forêts** a commencé la restauration par l'intermédiaire de l'initiative AFR100. Cette initiative, qui cible les villages de Makaïbly, Pombly, Ouyably-Gnondrou, Taobly et Koulayéré à Kouibly, vise à faire pousser **150 000 arbres** dans le département de Kouibly d'ici 2027 et à fournir des sources de revenus supplémentaires aux communautés locales grâce à la production de champignons comestibles.



Volontaire de **Nature Uganda** plantant un arbre lors du lancement du projet de projet de restauration de la forêt de Nakindiba. © Brian Abong



Cinq comités locaux de conservation (CLC) ont été créés et plus de 40 hectares de terres en jachère et 135 hectares de plantations de cacao ont été mis à disposition par les populations locales pour la plantation d'arbres. Cinq pépinières d'une capacité de plus de 5 000 plants ont été créées et 5 000 arbres forestiers (*Terminalia ivorensis*, *Terminalia superba*, *Ricinodendron heudelotii*, *Khaya ivorensis*, *Mansonia altissima*, etc.)

La Wildlife and Environmental Society of Malawi (WESM), partenaire de BirdLife, a planté plus de 115 000 semis d'arbres, pour la plupart indigènes, dans des bassins versants, des collines dégradées, des berges de rivières et d'autres endroits dans toutes les régions du Malawi en 2022. Le taux de survie des plants d'arbres est faible au Malawi, mais grâce à une bonne approche et au soutien de la communauté, la WESM a enregistré un taux de survie de 71 % en moyenne et ses efforts ont fortement contribué à la stratégie nationale de restauration des paysages et à la gestion du changement climatique dans le pays.



Plan de gestion du parc naturel d'Obo remis à la Direction des forêts et de la biodiversité du STP © BirdLife STP

Points Forts Du Programme

Programme Forêts

En 2022, la stratégie de Conservation des Forêts d'Afrique de l'Ouest de BirdLife a été rédigée en mettant l'accent sur les forêts guinéennes d'Afrique de l'Ouest (les KBA forestières étant au cœur des paysages prioritaires). Cette stratégie fournira la feuille de route pour le travail de conservation des forêts entrepris par le partenariat dans la sous-région. Une partie importante du développement de la stratégie a été une cartographie des zones forestières prioritaires, des intérêts et des engagements des partenaires de BirdLife, et des opportunités.

Depuis 2016, BirdLife collabore avec l'Equipe Régionale de mise en œuvre du Fonds de Partenariat pour les Ecosystèmes Critiques (CEPF), en soutenant l'investissement de 10,1 millions USD sous la forme de petites et grandes subventions pour soutenir les organisations de la société civile (OSC) et les ONG internationales dans la conservation des forêts et de la biodiversité dans le hotspot des forêts guinéennes d'Afrique de l'Ouest (GFWA). La collaboration s'est achevée en août 2022, avec des résultats exceptionnels, notamment l'octroi de 79 sous-subventions - dont plus de 65% à des organisations locales de la société civile ; 62 organisations soutenues ont démontré avec succès que des centaines de milliers d'hectares au sein des paysages de production pouvaient être gérés pour la conservation de la biodiversité et l'utilisation durable des ressources ; plus de 100 communautés ont été habilitées à défendre et à gérer ces zones, en suivant des plans d'utilisation des terres élaborés pour faciliter la bonne gouvernance et la collaboration.

Au moins 160 communautés locales ont bénéficié d'activités de création de moyens de subsistance et d'emplois ou de mécanismes de partage équitable des bénéfices, et un programme de mentorat a été mis en place pour aider les organisations locales à continuer à relever les défis auxquels sont confrontés la biodiversité, les services écosystémiques et les communautés dans le hotspot aujourd'hui.

En ce qui concerne la **Gestion des Zones Protégées**, l'année 2022 a été marquée par plusieurs succès. Les plans de gestion de trois aires protégées (AP) dans le paysage de Gola ont été élaborés. À Madagascar, un plan de gestion pour la forêt de Tsitongambarika a été révisé et validé. L'année a vu la mise en œuvre d'outils intégrés d'efficacité de la gestion (IMET) pour quatre aires protégées établies dans le paysage de Gola dans le cadre du projet financé par l'UE/Préservation des écosystèmes forestiers en Afrique de l'Ouest (PAPFor) - "Conserver le paysage forestier de Gola". Des formations IMET ont été dispensées aux parties prenantes, principalement des agences gouvernementales et des OSC, y compris des partenaires de BirdLife. Des formations ont également été dispensées pour d'autres outils de gestion des aires protégées tels que le GPS, les outils SIG et l'utilisation de SMART (Spécifique, Mesurable, Atteignable, Réaliste, et Temporel) pour le suivi impliquant des membres de la communauté locale tels que les Écogardes.

Sur le front de la **restauration des forêts dégradées**, une superficie totale de plus de 700 hectares (642 hectares dans les réserves forestières centrales de Mabira et Nakindiba en Ouganda et 69 hectares au Mont Kenya) est en cours de restauration grâce au soutien de BirdLife dans le cadre de l'**Initiative Milliards d'Arbres**.

BirdLife International et plusieurs de ses partenaires nationaux ont réussi à faire partie des 100 premiers projets à être financés par le **TerraFund for AFR100**, une facilité de financement dirigée par L'Institut des Ressources Mondiales. Le fonds soutiendra la plantation active d'arbres en Côte d'Ivoire, en Éthiopie, au Nigeria et au Rwanda, dans le but d'inverser la dégradation des terres et la déforestation pour lutter contre le changement climatique, renforcer la sécurité alimentaire et aider les communautés rurales à prospérer. BirdLife dirige le projet au Rwanda et soutient la demande en Côte d'Ivoire.

Les principales avancées en matière de **financement durable** au cours de l'année écoulée comprennent l'achèvement de deux plans de financement durable, l'un pour **São Tomé et Príncipe**, et l'autre pour le **paysage de Gola**. Les deux plans sont actuellement au début de leur mise en œuvre. Le soutien du programme Accélérateur des Paysages Forestiers devrait aider les partenaires de BirdLife sur la voie du financement durable de leur travail. Le programme fournit un soutien financier et technique sur mesure, ainsi que des opportunités de mise en réseau pour faire avancer les idées de financement durable vers la mise en œuvre. Deux initiatives ont été sélectionnées pour faire partie de la cohorte 2022-2023 du programme Accelerator : une étude de faisabilité pour un éventuel projet de carbone forestier pour Dakatcha

Woodland KBA au Kenya et une initiative pilote d'élevage de papillons à São Tomé & Príncipe.

Le **financement du carbone forestier** est un outil important que le programme BirdLife Forest promeut pour assurer le financement à long terme des efforts de conservation du partenariat. Une étude de faisabilité pour un projet REDD+ a été achevée en 2022 pour la forêt de Tsitongambarika (TGK), à Madagascar ; les discussions avec le gouvernement et le secteur privé progressent pour développer le projet REDD+ en tant que tel. Les efforts de conservation des sites d'importance mondiale pour la biodiversité ne peuvent raisonnablement aboutir que si le paysage est suffisamment productif pour répondre aux besoins fondamentaux des populations qui dépendent des ressources naturelles pour leur survie. Parmi les exemples d'efforts de BirdLife dans ce domaine, on peut citer le soutien apporté à un total de 600 ménages dans le TGK, le complexe Mahavavy-Kinkony et le complexe Mangoky Ihotry à Madagascar sur les techniques agricoles améliorées, l'apiculture, [le raphia et les chaînes de valeur du sel](#). L'écotourisme, bien que générant des bénéfices directs limités pour les communautés, est une autre option testée, avec des exemples concrets comme le site écotouristique géré par la communauté à [Elephant Falls](#), au Liberia, ou la [station d'Ampasy](#) gérée par Asity à Tsitongambarika, à Madagascar.

São Tomé et Príncipe

Dans l'archipel de São Tomé et Príncipe (STP), BirdLife International travaille activement depuis plus de dix ans avec des partenaires du gouvernement local, le secteur privé, la société civile et les communautés locales, afin de protéger la riche biodiversité de l'archipel, y compris des espèces d'oiseaux uniques.



Les activités du programme STP sont basées sur huit objectifs principaux décrits dans le plan stratégique de BirdLife São Tomé et Príncipe pour 2021-2030, se traduisant par des actions allant d'une perspective de paysage à grande échelle à des activités au niveau local sur les deux îles, en particulier le projet de paysage financé par l'UE qui se concentre sur la gestion du paysage de STP ; le projet de biodiversité financé par le PNUD-FEM, orienté vers l'amélioration de la conservation de la biodiversité, et le projet financé par l'initiative Darwin DEFRA (Département de l'environnement, de l'alimentation et des affaires rurales) pour aider à réglementer la chasse dans STP. Tous ces projets sont exécutés en collaboration avec des partenaires locaux et consolident les actions lancées dans le cadre du projet ECOFAC6 financé par l'UE pour la période 2018-2022. Ainsi, l'année 2022 a été particulièrement importante car elle a marqué la fin du projet ECOFAC6 et le début des projets sur la biodiversité et le paysage afin de tirer parti de ses succès et des leçons apprises.

Au cours de l'année, le **Plan de Gestion du Parc Naturel Obô de São Tomé** a été finalisé, approuvé par le gouvernement et officialisé par un décret-loi. Ce processus a été reproduit pour le plan de gestion du parc naturel de Príncipe, qui en est maintenant aux dernières étapes de validation et d'approbation par le gouvernement. Ces documents guideront les activités de gestion des deux parcs jusqu'en 2025. Une proposition concernant 21 zones à haute valeur de conservation (HVC) et leur statut juridique a été validée et attend maintenant l'approbation du gouvernement. Le plan de financement durable pour les aires protégées de São Tomé et Príncipe a été validé et approuvé. Ce plan contribuera à l'identification et à la mise en œuvre d'options de financement durable pour les actions de conservation de la biodiversité et la gestion des zones protégées dans l'archipel.

Des partenariats fructueux ont été développés avec diverses organisations, notamment l'Université de STP et le centre de recherche CIBIO In-Bio (Centre de recherche sur la biodiversité et les ressources génétiques - Laboratoire associé InBIO) de l'Université de Porto au Portugal, afin de soutenir les activités de conservation et de gestion des zones protégées (ZP) fondées sur des données probantes. En janvier 2022, un nouveau projet visant à renforcer les capacités de régulation de la chasse et de protection de la biodiversité à São Tomé a été mis en œuvre avec succès, en collaboration avec la Direction des forêts et de la biodiversité. Ces réalisations sont l'aboutissement d'une longue préparation tout au long des années précédentes ; en même temps, elles marquent le début de nouvelles actions qui contribueront à garantir des mesures de conservation dans plusieurs secteurs sociaux et économiques de São Tomé et Príncipe dans un avenir proche.

«Nos réalisations de cette année représentent des avancées dans la gestion globale des zones protégées de São Tomé et Príncipe, en mettant l'accent sur l'équilibre entre l'homme et la nature»

Agostinho Fernandes, chef du bureau de BirdLife International à São Tomé et Príncipe.



Systemes

Dans le cadre du pilier Systemes, le Partenariat BirdLife en Afrique s'efforce de s'attaquer aux facteurs systemiques des crises de la biodiversite et du changement climatique, et de promouvoir un monde positif pour la nature et neutre en carbone.



Une partie des membres de la communauté locale participant à la formation au projet © SCNL

Points Forts Des Partenaires

Située dans l'État de Kwara, à l'ouest du Nigeria, la Réserve Forestière de River Kampe (RKFR) est un écosystème essentiel, qui soutient des milliers de personnes dans trois communautés de la zone de soutien (SZC). La réserve forestière, importante pour l'approvisionnement en eau potable, permet l'irrigation des cultures et de l'élevage, mais n'est pas gérée de manière durable. L'exploitation illégale du bois dans les zones tampons de la réserve forestière, le braconnage des animaux sauvages et la production de charbon de bois par des marchands persistent.



Formation sur le biochar Production de biochar © NCF

En janvier 2022, la **Fondation Nigériane pour la Conservation (NCF)**, en partenariat avec le Fonds canadien d'initiatives locales du Haut-commissariat du Canada, a lancé un projet de rétablissement fondé sur la nature et de résilience climatique dans la région. Le projet vise à renforcer la résilience de plus de 10 000 personnes dans les trois SZC à l'impact du changement climatique grâce à des solutions basées sur la nature (NbS), tout en développant un plan d'action de rétablissement basé sur la nature pour le parc national de River Kampe afin de restaurer son paysage forestier de plus de 65 000 hectares par le biais d'une approche dirigée par la communauté.

La NCF a formé 50 femmes et jeunes des communautés à la **production de biochar à partir de déchets de riz**. La formation a porté sur la production, l'emballage, l'utilisation et la commercialisation des briquettes, dans le but de développer la sécurité énergétique en fournissant une source d'énergie alternative et durable aux communautés, d'atténuer le changement climatique en réduisant les émissions de gaz à effet de serre et de favoriser le développement économique en améliorant les moyens de subsistance des communautés. Les participants à cette formation sur le biochar ont été organisés en un groupe coopératif de femmes qui auront accès à un financement de départ pour mettre en place l'entreprise de biochar dans les communautés bénéficiaires - Agboro, Latayi et Koro dans la zone de gouvernement local de Pategi de l'État de Kwara.

La NCF a également créé trois pépinières d'arbres indigènes et économiques, avec la plantation de graines de caroube et de noix de cajou. Dans le cadre de ce projet, 15 000 plants ont été acquis et plantés dans l'ensemble des paysages. La NCF augmentera le nombre de plants cultivés pour atteindre environ un million de plants au cours des deux prochaines années. Ces arbres fruitiers fourniront une alimentation saine à long terme, un soutien économique et environnemental à ces communautés pour lutter contre la perte de biodiversité et le changement climatique.

L'Afrique de l'Ouest abrite certaines des **eaux marines les plus productives au monde** en raison d'un important système de remontée d'eau océanique qui entraîne une vie marine abondante dans la zone appelée Grand écosystème marin du courant des Canaries (CCLME), qui chevauche les eaux de sept pays, dont le Cap-Vert. Biosfera (partenaire de BirdLife au Cap-Vert) a entrepris le projet « Renforcer les communautés du Cabo Verde pour qu'elles adoptent des pratiques responsables dans le domaine de la pêche artisanale » de 2019 à 2022.

Le projet a **promu des pratiques de pêche durable**, en soutenant les pêcheurs artisanaux et en développant un système de certification pour les restaurants qui rejoignent le projet et acceptent de suivre des directives spécifiques. Au total, 40 pêcheurs artisanaux répartis sur 10 bateaux ont participé au projet, signé un mémorandum et bénéficié d'une augmentation de leurs revenus grâce à l'accroissement du rendement de la pêche durable.



Le bar à points bleus, l'espèce phare de Biosfera © Biosfera

Biosfera a également aidé les pêcheurs en leur offrant du matériel de pêche artisanale, ce qui a permis à l'association de pêche de créer un magasin.

Les pêcheurs du projet ont pu capturer environ 43 tonnes de bar bleu, l'espèce phare du projet, en respectant la taille minimale de débarquement établie par la législation nationale et en utilisant uniquement les méthodes de pêche recommandées, en l'occurrence la ligne et l'hameçon. Par conséquent, le nombre de poissons de taille inférieure à la norme a diminué.

Biosfera a lancé une campagne de communication pour sensibiliser le public, comprenant quatre vidéos, dont deux ont été diffusées à la télévision nationale, plusieurs spots diffusés à la radio, ainsi que des affiches d'information. Une étude de marché a été réalisée, fournissant des informations utiles sur les captures de poissons prévues, les installations existantes et nécessaires à la transformation des produits de la pêche artisanale, l'acceptation par le public et les poissons potentiels de faible valeur dont la valeur marchande pourrait être augmentée après transformation. Biosfera a également contribué à l'organisation de plusieurs ateliers dans les communautés de pêcheurs, en **fournissant une formation et des connaissances sur la manière de pêcher de manière durable**. D'autres formations ont porté sur les bonnes pratiques en matière de santé et de sécurité alimentaire, en veillant à ce que le poisson soit conservé de la meilleure façon possible afin d'éviter toute contamination, et en augmentant sa valeur. Certaines formations s'adressaient spécifiquement aux femmes de pêcheurs et aux poissonniers afin de les aider à mieux gérer et à maximiser leurs revenus issus des activités de pêche et à créer de petites entreprises.

Après cette phase réussie, une nouvelle phase du projet, jusqu'en 2025, a été lancée avec le soutien financier de l'initiative Darwin. Ce projet se concentrera sur un plus grand nombre d'îles et inclura d'autres ONG nationales et plusieurs communautés.

L'objectif sera d'impliquer les pêcheurs artisanaux dans la réduction des prises accessoires d'espèces menacées telles que les oiseaux et les tortues de mer, et de soutenir l'amélioration de leurs moyens de subsistance, tout en partageant des lignes directrices pour une exploitation plus durable des ressources halieutiques.



Le ministre de l'environnement de la Sierra Leone fait une déclaration à la CoP27 © Edward Sesay

Lors de la CdP27 de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques à Sharm El-Sheikh en Égypte, la Sierra Leone a signé une déclaration visant à étendre l'initiative pour des produits de base durables en Afrique. La Sierra Leone est l'un des dix pays qui forment l'Initiative africaine pour l'huile de palme (APOI), et la Société pour la Conservation de la Nature du Libéria (SCNL) a pris la tête de la plateforme nationale, qui est coprésidée par le ministère de l'agriculture, des forêts et de la sécurité alimentaire et le ministère du commerce et de l'industrie, reflétant ainsi la double orientation des communautés forestières et des agriculteurs vers le secteur privé. La plateforme a participé à la mise en place de cinq programmes de moyens de subsistance alternatifs pour réduire la dépendance à l'égard des forêts, notamment l'apiculture et l'aquaculture, et l'interprétation nationale de la Table ronde sur l'huile de palme durable (RSPO) a été approuvée en 2021 à la suite d'une consultation publique, constituant un guide juridique pour toutes les entreprises productrices d'huile de palme, y compris les petits exploitants.

«C'est un immense espoir pour notre pays qui s'efforce de produire des denrées agricoles de manière responsable, tout en protégeant nos forêts et en garantissant la bonne gouvernance et la transparence, tout en assurant des avantages sociaux à nos agriculteurs, à nos communautés et aux personnes marginalisées»

Edward Sesay, directeur du programme CSSL

La Constitution kenyane prévoit une consultation publique et Nature Kenya y a répondu : 12 lettres de commentaires à l'Autorité nationale de gestion de l'environnement (NEMA) sur les évaluations d'impact environnemental (EIE) pour des projets proposés dans les comtés de Siaya, Taita Taveta, Kilifi, Laikipia, Kisumu, Kwale, Samburu et Narok : Nature Kenya a travaillé avec les comtés de Siaya, Taita Taveta, Kilifi, Laikipia, Kisumu, Kwale, Samburu et Narok : pour Crocean Kenya Business Développer sur les impacts de la zone économique spéciale de Dongo Kundu dans le comté de Mombasa sur la biodiversité ; et pour Rift Valley Highway Limited, entrepreneur du projet de route Nairobi-Nakuru-Mau Summit. Nature Kenya a également travaillé avec les comtés pour intégrer la biodiversité dans la planification du développement intégré des comtés (CIDP) dans 25 comtés.

En mai 2022, la Société pour la Conservation de la Nature du Libéria (SCNL) a lancé le Projet Systèmes Alimentaires d'Utilisation et de Restauration des Sols (FOLUR) afin de promouvoir la biodiversité et les systèmes alimentaires durables pour améliorer les moyens de subsistance dans le paysage du nord-ouest du Libéria grâce à la planification de l'utilisation des terres, à la restauration des terres dégradées et au renforcement de la gouvernance, des politiques et des incitations commerciales pour des modèles de chaînes de valeur de cacao et de palmier à huile sans déforestation pouvant être reproduits à l'échelle nationale. Dans le cadre de la mise en œuvre, SCNL a procédé à une évaluation des besoins et a identifié les agrégateurs et les petits exploitants agricoles dans les communautés situées dans le paysage du projet (districts et clans). Des évaluations complémentaires ont été réalisées dans deux districts, à savoir le district de Tewor (clans Passawe et Fahnbulleh) et le district de Porkpa (clans Sokpo et Seimavualla).

M. Simon Miziray (portant une casquette blanche), l'un des bénéficiaires du projet AfriEvolve ©Eliya Uzia



Société

Dans toute l'Afrique, le partenariat BirdLife engage, influence et mobilise les gens pour soutenir la conservation et contribuer à une société juste, équitable et basée sur les droits, où la nature est fondamentale pour notre bien-être.



Visite d'échange d'apprentissage entre pairs dans la réserve forestière naturelle d'Amani, octobre 2022 © Eliya Uzia

Points Forts Du Partenariat

Dans le cadre de son mandat d'autonomisation des communautés vivant dans les zones importantes pour la conservation des oiseaux et de la biodiversité (ZICO), et grâce au financement de KfW Allemagne par l'intermédiaire du Secrétariat de la KAZA (Kavango-Zambezi), BirdLife Botswana a facilité plusieurs projets de subsistance ciblant les communautés vivant dans la partie botswanaise de l'aire de conservation transfrontalière de Kavango-Zambezi (KAZA TFCA) en 2022. Les projets visaient à soulager les communautés des impacts économiques de la pandémie de Covid-19 et à leur donner les moyens de maximiser les bénéfices tirés du tourisme et de diversifier leurs projets de subsistance par le biais d'organisations communautaires (CBO).

Des entreprises communautaires ont été créées ou relancées dans toute la région, avec des activités telles que la rénovation et la construction d'infrastructures (campings, bureaux, poulaillers, petits kraals, etc.), des formations aux métiers du tourisme (guides touristiques, hôtellerie, chefs cuisiniers) et une aide à la commercialisation (création de sites web, panneaux d'affichage, etc.). Au total, six projets ont été soutenus avec environ 1451 bénéficiaires, y compris des guides professionnels et des membres du personnel des organisations communautaires, entre 2020 et 2022. En outre, 30 bénéficiaires ont été identifiés pour être soutenus dans des projets d'horticulture et de volaille, afin d'accéder à la chaîne de valeur du tourisme dans leurs régions et d'en tirer profit.



Photo de groupe des délégués de l'APDC15 © BLZ

Après avoir été reporté deux fois et retardé de deux ans en raison de la pandémie de Covid-19, BirdLife Zimbabwe, en tant que comité d'organisation local (LOC), a accueilli le 15^e Congrès ornithologique panafricain (PAOC) qui s'est déroulé à Victoria Falls, au Zimbabwe, du 21 au 25 novembre 2022. Avec 26 symposiums répartis sur quatre sessions parallèles, plus de 220 présentations soumises, six plénières par des scientifiques africains et internationaux, 13 tables rondes et de nombreuses présentations d'affiches, le congrès a connu un succès retentissant. Près de 300 délégués de 60 pays ont participé au congrès, dont 35 pays africains. Les autres délégués venaient de pays tels que l'Europe, les États-Unis, l'Australie, le Canada, la Colombie, la Malaisie et l'Inde.

Dans le cadre de son programme de plaidoyer, BirdLife Zimbabwe (BLZ) a reçu un financement de 490 000 USD du programme TRACE financé par le FCDO (Bureau des affaires étrangères, et du développement du Commonwealth) du Royaume-Uni et géré par DAI (Development Alternatives Incorporated) UK Global Ltd entre 2017 et 2022 pour la mise en œuvre réussie d'un projet de plaidoyer en cours sur les zones humides de Harare. Ce projet comprenait l'élaboration d'outils nationaux de gestion des zones humides, tels que la politique nationale relative aux zones humides, les lignes directrices nationales relatives aux zones humides et les plans de gestion des zones humides, en association avec les parties prenantes locales et nationales et les groupes communautaires. Le travail de plaidoyer de BLZ et de ses partenaires, y compris les récentes soumissions faites lors de la CoP14 de la Convention de Ramsar à Genève en novembre 2022, a contribué à ce que le gouvernement du Zimbabwe se porte officiellement volontaire pour accueillir la prochaine CoP de Ramsar au Zimbabwe.

Le lac Sonfon est le plus grand lac intérieur d'eau douce de Sierra Leone, situé dans la chefferie de Diang, dans le district de Koinadugu, au nord de la Sierra Leone. Le lac est une ZICO et abrite un certain nombre d'oiseaux rares et de mammifères menacés, notamment le ([Lamprolornis iris](#)), ([Euschistospiza](#)

[dybowskii](#)), le ([Cinnyris coccinigastrus](#)), le Pytilia à ailes jaunes ([Pytilia hypogrammica](#)) et l'Hirondelle à ailes pennées ([Hirundo leucosoma](#)) ; et l'hippopotame pygmée (*Choeropsis [ou Hexaprotodon] liberiensis*) et le céphalophe noir (*Cephalophus niger*). Depuis 2012, la Conservation Society of Sierra Leone (CSSL) s'efforce de protéger le lac, qui est menacé par les activités d'extraction artisanale et industrielle de l'or, l'exploitation forestière et la chasse.

Au fil des ans, les efforts de la CSSL, du gouvernement et des communautés locales ont permis de limiter l'exploitation minière industrielle en dehors de la zone tampon du lac. Cependant, l'exploitation minière artisanale et la chasse sans discernement, pratiquées principalement par les résidents des communautés autour du lac, continuent de nuire à la biodiversité et aux sources d'approvisionnement en eau potable des communautés environnantes. En 2016, le CSSL, avec le financement de Pain pour le Monde (BftW), a travaillé avec les parties prenantes de la communauté, établissant des associations de gestion communautaire (CMA) pour mener à bien les activités du projet. L'une de ces activités a été la production durable de miel, identifiée par les communautés comme un moyen de subsistance alternatif pour générer des revenus par opposition à l'exploitation minière artisanale illégale.



Montage d'une ruche sur un arbre près du lac Sonfon © CSSL

Les CMA ont été formés à la production de miel biologique à l'aide de ruches, ainsi qu'à des techniques de marketing de base pour leur permettre de commercialiser leur production. Au cours des deux dernières années, la production de miel a permis d'augmenter de 50 % les revenus des apiculteurs et des CMA ciblés. Environ 90 % du miel produit par les CMA est vendu dans leurs villages et sur le marché local. En 2021, ils ont généré 35 700 000 SLE (1 814 USD) à partir de 51 jerrycans de miel ; et en 2022, ils ont gagné 43 200 000 SLE (2 195 USD) à partir de la vente de 72 jerrycans de miel.



Cela a maintenant un effet d'entraînement sur les communautés non ciblées et a également un impact positif sur le lac et ses environs immédiats.

“L'intervention de CSSL dans ma chefferie nous a vraiment aidés à améliorer nos moyens de subsistance et la sécurité de notre lac”, Pa Salifu Turay, aîné de Board Ose. Dans le cadre de son pilier Société, le **GREPOM** (BirdLife Maroc) intègre de plus en plus le développement humain durable dans ses projets. A Sebkh Bou Areg et à Essaouira, le GREPOM a encouragé les pêcheurs locaux à se lancer dans des activités d'écotourisme, tandis qu'à Jbel Moussa, il a renforcé les capacités des éleveurs locaux et contribué à la création d'une coopérative pastorale.

Afin de renforcer le cadre juridique national pour la protection de l'environnement, Guinée-Ecologie, par le biais du projet COMBO (Conservation, atténuation et compensation de la biodiversité), a contribué à l'élaboration par le ministère de l'Environnement d'une stratégie nationale pour l'intégration de la hiérarchie d'atténuation dans les politiques, les plans, les projets et les programmes sectoriels en Guinée. Des campagnes d'éducation environnementale ont permis de former une quinzaine d'enseignants et un club environnemental a été créé à l'école élémentaire de Katfoura, dans les îles Tristao.

En Mauritanie, BirdLife Partner Nature Mauritanie a continué à apporter son soutien aux personnes vivant dans le village de Dar Salam, dans la zone périphérique du **parc national du Diawling**, d'une superficie de 16 000 hectares. Désigné comme zone humide d'importance internationale, le parc compte 300 espèces d'oiseaux, dont 130 espèces migratrices, et constitue le seul site de nidification du flamant nain (*Phoeniconaias minor*) en Afrique de l'Ouest. En 2022, Nature Mauritanie a fourni à la coopérative Dar Salam, composée de 100 femmes, un forage équipé pour leur jardin maraîcher d'un hectare, avec une structure de tuyauterie pour l'irrigation au goutte-à-goutte, et des fournitures agricoles supplémentaires, y

compris des lots de semences.

Au Cap-Vert, Biosfera, partenaire de BirdLife, met en œuvre un programme innovant de science citoyenne connu sous le nom de **Gardiens de la mer (GOS)**, en collaboration avec les partenaires locaux NGOS et les communautés de pêcheurs locales. Le GOS permet aux communautés locales de jouer un rôle plus proactif dans la conservation de l'environnement marin, en aidant à surveiller la mégafaune marine par la collecte de données d'occurrence et de distribution, et en surveillant les activités de pêche illégale en mer et en rapportant aux autorités nationales. L'approche GOS a déjà permis de recruter, de former et de déployer environ 300 pêcheurs pour collecter des données normalisées sur les prises accessoires, identifier les espèces marines, suivre les navires de pêche artisanale, comprendre le fonctionnement de la chaîne alimentaire marine et signaler les activités de pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN). Le GOS encourage les mesures d'incitation telles que l'amélioration des systèmes de sécurité et de la manipulation du poisson, des installations de conservation et de la formation ; il mettra en œuvre des techniques d'atténuation des prises accessoires pour la mégafaune marine. L'extension du programme à d'autres pays côtiers d'Afrique de l'Ouest et au-delà fait partie des prochaines étapes.

Pour améliorer les moyens de subsistance des communautés à Tsiotongambarika, **Asity Madagascar**, partenaire de BirdLife, a déployé des initiatives telles que le développement de la filière miel comme activité génératrice de revenus, l'amélioration des rendements agricoles pour les communautés locales vivant autour de la zone du projet, et la formation à l'entrepreneuriat. Entre 2016 et 2022, Asity a soutenu le développement de 115 ha de nouvelles terres agricoles pour la culture du riz. Asity a joué un rôle déterminant dans le soutien aux microprojets, y compris les petites entreprises, l'apiculture, la pisciculture, la riziculture et l'artisanat, avec 393 bénéficiaires à ce jour, et les formations techniques sur des sujets tels que l'entrepreneuriat, l'amélioration de la culture, l'éducation financière, avec 660 bénéficiaires.

Sur le plan politique, le directeur exécutif de **Nature Kenya** a participé à la réunion du groupe de travail à composition non limitée à Nairobi pour faire avancer les négociations sur le cadre mondial pour la biodiversité après 2020 de la Convention sur la diversité biologique. Nature Kenya a également participé à la 19e réunion de la Conférence des Parties (CdP 19) de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), à la réunion préparatoire du Kenya, afin de préparer les propositions des pays à soumettre à la CdP 19 de la CITES, et en tant qu'observateur à la 3e réunion du conseil d'administration du Centre Ramsar pour l'Afrique de l'Est (RAMCEA).

Afin de renforcer les réseaux de base pour la conservation de la nature, **Nature Kenya** a engagé 22 groupes de soutien aux sites (SSG) dans des activités de politique et de plaidoyer, d'éducation environnementale et de

sensibilisation, touchant ainsi plus de 5 000 personnes. Onze SSG ont généré 34 672 033 Ksh (259 230 USD) en octobre 2022 grâce à des entreprises basées sur la nature telles que l'élevage de papillons, l'apiculture, la vente de plants d'arbres, l'écotourisme, la pisciculture, l'agriculture intelligente face au climat, l'aviculture et le tissage de papyrus. Le réseau de SSG au Kenya s'étend, avec de nouveaux SSG pour les forêts des collines de Chyulu, les collines de Shimba et les KBA des parcs nationaux d'Amboseli.

En 2022, Nature Tanzanie est officiellement devenu le partenaire de BirdLife International en Tanzanie, après avoir passé un processus rigoureux d'évaluation du système d'assurance qualité. Dans le cadre de visites d'échange d'apprentissage entre pairs, Nature Tanzanie a accueilli trois membres du personnel de la Society for Conservation of Nature of Liberia (SCNL) en février 2022. Le personnel de la SCNL a cherché à savoir comment Nature Tanzanie met en œuvre le Fonds renouvelable communautaire (CRF) - un mécanisme de financement communautaire qui engage et habilite les communautés à conserver la nature et à améliorer leurs moyens de subsistance grâce à l'octroi de prêts à taux réduit - et a interagi avec les bénéficiaires du projet sur le terrain. En octobre 2022, Nature Tanzanie a accueilli une autre délégation de Nature Kenya, Nature Uganda, Nature and Biodiversity Conservation Union (NABU), et BirdLife International dans le cadre de la planification du projet AfriEvo où chaque partenaire au sein d'un groupe accueille d'autres partenaires pour partager des leçons sur la mise en œuvre des activités du projet Climate Smart Agriculture (CSA) et des discussions sur d'autres aspects du développement organisationnel tels que la gouvernance, l'adhésion, la collecte de fonds, le marketing et la communication. La visite a permis à la délégation des communautés locales d'interagir et de partager leurs expériences avec les partenaires plus expérimentés.

«Nous sommes reconnaissants pour le projet AfriEvo - CSA. Grâce à ce projet, nous avons appris beaucoup de choses, notamment sur les bonnes pratiques agricoles, la lutte intégrée contre les ravageurs, la fabrication d'engrais organiques et de fumier, et l'ajout de valeur à la chaîne de production d'épices, en particulier en matière de transformation et d'étiquetage. Plus important encore, nous avons reçu un prêt par l'intermédiaire du CRF, et nous possédons maintenant une machine de traitement des épices»

Grace Bendera, membre du Mbomole Hill Spice Farmers Group, s'est exprimée au nom du groupe

Dans le cadre du projet AfriEvo en Ouganda, NatureUganda, en collaboration avec les communautés locales, a établi cinq groupes communautaires comprenant 500 membres. En 2022, les groupes communautaires ont bénéficié d'une formation sur les pratiques d'agriculture intelligente face au climat, telles que

l'aménagement des contours, l'utilisation d'outils fabriqués ou obtenus localement, l'élevage d'animaux, l'apiculture et la transformation. NatureUganda pilote également l'agroforesterie dans la région avec des espèces telles que le bambou, le Grevillea, le Calliandra, l'avocat Haas et l'herbe à éléphant. Jusqu'à présent, 7 000 plants de bambou et 2 500 plants d'avocat ont été distribués, tandis que les membres de la communauté ont été formés à l'apiculture. Il est prévu que ces interventions jouent un double rôle : sauver les forêts et fournir des revenus aux villageois. Les groupes communautaires ont également bénéficié d'une aide financière par l'intermédiaire d'une association financière communautaire qui leur permet d'emprunter de l'argent à des taux d'intérêt peu élevés. Soutenu par la NABU, le projet a également distribué 100 poêles à économie d'énergie et appris à certains membres à les fabriquer, ce qui a permis de diversifier davantage leurs revenus et de réduire les pressions exercées sur la forêt et ses ressources.



Ruches des bénéficiaires à Rubirizi, Ouganda © Johnathan Onongo

«

Au Libéria, la Société pour la conservation de la nature du Libéria (SCNL), avec le soutien du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), a permis à 120 jeunes de faire partie de l'Eco-brigade des jeunes, qui ont été formés à la gestion de l'environnement et à la gestion des petites entreprises, et ont nettoyé les bords de mer de Buchanan et de Greenville. Les éco-brigades sont composées de jeunes volontaires vulnérables habilités à lancer des activités génératrices de revenus et à préserver l'environnement et les ressources naturelles afin d'aider le pays à reconstruire son économie grâce à des initiatives de relance verte menées par des jeunes, telles que la fourniture de services d'assainissement de l'environnement ou l'écotourisme. Dans le cadre des efforts visant à préserver la forêt de Gola, 52 motos ont été remises aux communautés vivant à la lisière de la forêt dans les comtés de GrandCape et de Gbarpolu par l'intermédiaire du projet du secteur forestier du Liberia (LFSP). Les motos seront utilisées par des coopératives dans les communautés pour générer des fonds pour les communautés de la lisière de la forêt comme moyen de réduire les pressions sur la forêt.

Au Malawi, la Société pour la Faune et l'Environnement du Malawi (WESM) a participé à plus de 10 dialogues politiques dans des forums locaux et internationaux, y compris l'élaboration d'une position nationale sur le changement climatique concernant les pertes et dommages présentée à la CdP27 de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. Le WESM a aidé à persuader la commission parlementaire du Malawi sur les ressources naturelles de délibérer et d'adopter le projet de loi sur la gestion des risques de catastrophe. Le WESM a aidé 3 150 membres de communautés à travers le pays à acquérir des compétences en matière de moyens de subsistance alternatifs, leur permettant de passer d'activités destructrices pour l'environnement comme la combustion de charbon de bois à des produits forestiers non ligneux viables.



Formation à la gestion des ressources naturelles entreprise apicole © WESM



Délégation de BirdLife lors d'une table ronde à la CoP15 © Ken Mwathe

Points Forts Du Programme

Programme “Partenariats, Communautés et Développement des Capacités” (PCDC)

L'un des points forts de ce programme est la visite de sites entre pairs et l'apprentissage par l'échange, financés par le gouvernement allemand par l'intermédiaire de NABU (BirdLife en Allemagne) via le projet AfriEvolve qui aide les communautés locales à survivre dans des paysages difficiles grâce à la mise en œuvre d'une agriculture intelligente sur le plan climatique.

En mars 2022, les partenaires de BirdLife au Kenya, en Ouganda et en Tanzanie se sont réunis au Kenya où le projet AfriEvolve est mis en œuvre le long des rives du lac Victoria dans les comtés de Siaya et Busia. Dans ces comtés, les communautés locales génèrent des revenus en vendant les récoltes des jardins potagers irrigués par un système solaire, des abeilles, des poulets, des poissons et des paniers tressés à l'aide de matériaux locaux provenant du marais de Yala. La visite a également permis à Nature Kenya, Nature Uganda et Nature Tanzanie d'établir un plan commun de collecte de fonds pour capitaliser sur les paysages transfrontaliers (montagne, savane et points chauds des bassins versants) afin d'attirer les donateurs.



Visite de pair à pair dans le cadre du projet AfriEvolve dans le cadre du projet AfriEvolve © Tharcisse Ukinzintambara

Le même résultat a été obtenu par le cluster ouest-africain composé de **NATURAMA**, **Ghana Wildlife Society** et **SOS-Forêts** qui ont travaillé sur un protocole d'accord pour collaborer sur des projets transfrontaliers le long de la rivière Volta noire et des paysages de savane partagés par les trois pays - le Burkina Faso, le Ghana et la Côte d'Ivoire. Des mesures concrètes ont été discutées lors de la visite du parc national de Mole au Ghana en novembre 2022.

Au cours du même mois, le forum du **Partenariat Régional pour la Conservation côtière et Marine (PRCM)** a été organisé au Sénégal où **Nature-Communautés-Développement (NCD)**, **Nature Mauritanie**, **Guinée Ecologie**, **West African Bird Study Association (WABSA)** de Gambie, **Organização para a Defesa e Desenvolvimento das Zonas Húmidas (ODZH)** de Guinée Bissau, **Biosfera (Cap-Vert)** et **Conservation Society of Sierra Leone (CSSL)** ont présenté leurs réussites en termes de développement des capacités individuelles et organisationnelles dans leurs pays respectifs avec le soutien du projet MAVA-Hatch. Le projet Hatch a soutenu ces ONG ainsi que l'**Association Les Amis des Oiseaux (Tunisie)** et **Nature Conservation Egypte (NCE)**. Dans ces neuf pays, les capacités des individus et des organisations ont été renforcées dans les domaines de la communication, de la collecte de fonds, des performances financières, de la gouvernance, de la durabilité, des techniques de conservation, des performances en matière de ressources humaines, de l'engagement et de l'autonomisation des communautés. Grâce au projet Hatch, les fonds affectés et non affectés de ces organisations ont doublé, le nombre de bénévoles a été multiplié par trois et le personnel permanent a doublé au cours des cinq dernières années.

«L'appui au développement organisationnel de BirdLife International a permis de mettre en place le système de gouvernance et la capacité d'influence de Guinée Ecologie ; avec l'appui de Hatch, nous avons développé une cartographie des interventions de conservation en Guinée, afin de coordonner les actions, développer des synergies et faciliter le dialogue entre les acteurs pour un meilleur impact sur la conservation de l'environnement en Guinée»

Mamadou Diawara, Directeur Exécutif de Guinée Ecologie.

Le premier Congrès de l'UICN sur les aires protégées en Afrique (APAC) a eu lieu à Kigali, au Rwanda, en juillet 2022, avec la participation de 13 partenaires de BirdLife Africa. Le modèle de système de renforcement des capacités de pair à pair AfriEvolve a été partagé avec d'autres partenaires lors du Congrès mondial de BirdLife, où BirdLife a célébré son 100e anniversaire, et a inspiré les partenaires à lancer des plans de collaboration pour s'attaquer aux problèmes des déserts, des savanes, des forêts, de la mer et des voies de migration auxquels sont confrontés nos partenaires du Nord, de l'Ouest, du Sud, de l'Est et de l'océan Indien.

Le 15e Congrès ornithologique panafricain (PAOC) s'est déroulé au Zimbabwe, avec 15 partenaires africains participant aux débats, ainsi que nos homologues européens et nos partenaires de soutien : La Royal Society for the Protection of Birds (RSPB), Vogelbescherming Nederland (VBN), Dansk Ornitologisk Forening (DOF) / BirdLife Denmark, NABU (Nature And Biodiversity Conservation Union), Sociedad Española de Ornitología (SEO) BirdLife, Portuguese Society for the Study of Birds (SPEA) et la Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) étaient présents.

Cependant, le Partenariat a continué à faire face à des défis en 2022. Au cours de l'année, les effets du Covid-19 ont continué à se faire sentir chez beaucoup de nos partenaires. Le manque de financement a poussé de nombreux partenaires à réduire leur personnel. L'escalade de l'insécurité au Sahel, où le partenaire de BirdLife, NATURAMA, ne peut accéder à de nombreux sites de projet dans le nord du Burkina Faso, continue d'entraver les activités de projet.

Politique et plaidoyer

Les 26 partenaires de BirdLife Africa ont soumis une **déclaration commune des partenaires de BirdLife Africa sur le développement, les menaces et la gestion des sites du patrimoine mondial** à l'occasion du 50e anniversaire de l'adoption de la Convention du patrimoine mondial.

Les partenaires de BirdLife ont participé à de nombreuses réunions politiques, notamment à la **Convention sur la Diversité Biologique (CDB)** à Montréal, au Canada, au cours de laquelle le **Cadre mondial pour la biodiversité (CMB)** Kunming-Montréal a été approuvé par les gouvernements. Le cadre mondial pour la biodiversité est une feuille de route destinée à aider les gouvernements à prendre des mesures pour enrayer et inverser la perte de biodiversité d'ici à 2030.



Délégation de BirdLife à la
CoP15 à Montréal, Canada ©
BirdLife

Huit partenaires de 6 pays ont participé au lobbying auprès des gouvernements pour qu'ils se mettent d'accord sur un cadre mondial ambitieux, et ont participé à un certain nombre d'événements parallèles pour présenter le travail de BirdLife.

Au moins 5 partenaires de BirdLife Afrique ont participé à la Conférence sur le climat (CoP27 de la CCNUCC) à Sharm El Sheikh en Égypte. Accueillie par Nature Conservation Egypte, et rejointe par d'autres partenaires et employés de BirdLife, l'équipe a fait pression pour l'inclusion des écosystèmes et des solutions basées sur la nature dans la résolution de la crise climatique. Elle a également accueilli et participé à de nombreux événements parallèles, notamment les événements sur le lien entre l'énergie et la biodiversité et l'événement "passer le relais à la CDB" dirigé par Patricia Zurita, PDG de BirdLife, en présence du ministre égyptien de l'environnement et du secrétaire exécutif de la CDB.

Le partenariat a continué à prendre des mesures pour protéger les IBA/KBA contre les développements dommageables. L'équipe de défense des sites africains (ASCET), dirigée par les partenaires, a apporté son soutien à la défense d'au moins 30 sites confrontés à des développements dommageables en Afrique. L'équipe a également apporté son soutien à 10 sites confrontés aux menaces les plus graves, notamment par l'envoi de lettres, de pétitions, de séances d'information pour les médias et, dans certains cas, par des actions en justice. Ces sites sont par exemple la forêt d'Atewa (Ghana), les gorges de Batoka (Zimbabwe/Zambie), le marais de Yala (Kenya), la forêt de Bugoma (Ouganda), la baie d'Algoa (Afrique du Sud) et les marais de Lower Zambezi et de Lukanga (Zambie). Lors du Congrès panafricain d'ornithologie (PAOC15) au Zimbabwe, une table ronde a été organisée pour examiner le défi que représente la conservation des KBA/IBA, notamment en les sécurisant par le biais d'actions de plaidoyer.

Partenaires De BirdLife Africa



Partnership
for nature
and people



BirdLife International, Secrétariat du Partenariat pour l'Afrique,
Bâtiment Westcom Point
6e étage, avenue Mahiga Mairu, à l'extérieur
Waiyaki Way, Westlands,
Boîte postale 3502-00100 GPO
Nairobi, KENYA



[@birdlifeafrica](https://www.facebook.com/birdlifeafrica)



[@BirdLifeAfrica](https://twitter.com/BirdLifeAfrica)



[birdlife.africa](https://www.instagram.com/birdlife.africa)